



Éléments de discussion sur la question syndicale à l'heure de la “ refondation sociale ” et de la mondialisation

SOMMAIRE

- | | | | |
|-------|--|-------|---|
| p. 4 | Aux origines du syndicalisme, la lutte pour résoudre la question sociale | p. 15 | La CFDT ou les habits neufs de la collaboration de classe |
| p. 6 | La naissance de la CGT, la lutte de la classe ouvrière pour construire une organisation de classe indépendante | p. 17 | Vingt ans d'offensive patronale pour restaurer le taux de profit qui laisse les syndicats exsangues |
| p. 8 | Les limites de l'anarcho-syndicalisme, le radicalisme de forme peut masquer des conceptions réformistes | p. 19 | Les syndicats à l'époque du libéralisme impérialiste |
| p. 10 | La scission de la CGT et de la CGT-U, l'unité rompue par les réformistes | p. 27 | Quelle recomposition syndicale ? Les pièges de la division et de la concurrence |
| p. 12 | L'après-guerre et la politique de la bourgeoisie, un pas de plus dans le sens de l'intégration des syndicats | p. 23 | La politique des révolutionnaires dans les entreprises et les syndicats, faire vivre la démocratie pour défendre les droits des travailleurs |
| p. 13 | Force ouvrière ou la tentative de construire un syndicat pour contrer la CGT, en s'appuyant sur la division créée par le stalinisme | p. 25 | Préparer la contre-offensive du monde du travail, c'est forger son unité autour d'une politique de défense des droits des travailleurs |

« Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer aux masses laborieuses, se trouve l'idée de la neutralité des syndicats, de leur caractère apolitique, étranger à tout parti... En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre... Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin

qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du parti communiste ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureau syndical, le 'leader ouvrier' qui prêche aux syndicats ouvriers, la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique. »

Lénine – Les Quatre congrès de l'Internationale communiste - juin 1921

Ce numéro 3 de notre bulletin de tendance voudrait apporter des éléments de discussion pour formuler les principes qui peuvent aider les révolutionnaires à définir leur attitude pour faire face à la crise du mouvement syndical. Les transformations en cours révèlent la profondeur de la crise et modifient les conditions de cette activité, et pas seulement pour les jeunes générations militantes. Inévitablement au centre de la discussion, se retrouve la question des rapports entre activité syndicale et activité politique, entre le ou les syndicats et le parti révolutionnaire. Il nous a semblé nécessaire de resituer le problème dans le cadre des discussions qui ont eu lieu dans le passé, c'est-à-dire dans l'histoire du mouvement syndical, car si les problèmes actuels se posent dans un contexte nouveau, on ne peut leur trouver de réponses sans nous référer à la continuité du marxisme révolutionnaire.

A l'origine du mouvement syndical, il y a la volonté de mettre un frein à la concurrence que les capitalistes entretiennent entre les travailleurs en œuvrant à leur unité. L'émiettement actuel du mouvement syndical, la faible participation des salariés à la vie des différentes organisations comme des associations va, à l'opposé, dans le sens des divisions, des rivalités et querelles d'appareils, au point qu'il semble impossible aux salariés, et aux jeunes en particulier, d'inverser le cours des choses. Il apparaît comme tout à fait illusoire de transformer des appareils qui ont perdu leur liberté par rapport au patronat et à l'Etat, qui se sont adaptés à eux, se contentant de marchander leur position en concurrence les uns vis-à-vis des autres.

Cette situation est la conséquence d'une longue crise, conséquence elle-même de l'adaptation réformiste du mouvement ouvrier en général à la société bourgeoise.

Tournant le dos à une politique indépendante de classe, les organisations syndicales ont laissé le piège se refermer sur elles. Elles se sont liées les mains. Perdant toute capacité d'initiative, elles se sont laissées manœuvrer, diviser, se repliant sur la défense de leurs intérêts d'appareils. Incapables d'anticiper sur la politique du patronat comme de l'Etat, elles ont été incapables de répondre à l'offensive menée depuis vingt ans contre les salariés.

Il y a là un des effets pervers les plus révoltants de la politique corrompue et cynique des partis de la gauche plurielle, du PC en particulier.

Le désarroi de nombreux militants honnêtes, soucieux de se battre pour les intérêts de leur classe, est d'autant plus grand que cette crise politique est révélée au décours d'une crise sociale et économique qui aboutit à de profondes transformations dans les conditions de travail.

Associer des syndicats sans ressort ni indépendance à ces transformations qui s'opèrent contre les salariés, tels sont le contenu et l'objectif de la politique du patronat, « la refondation sociale ».

Les appareils cessent même d'être des avocats des salariés, ou plutôt, ils sont des avocats marrons qui font accepter concessions sur concessions à leur client au profit de la partie adverse.

Comment mettre fin à cette situation, comment reprendre l'initiative tant sur les lieux de travail que sur les revendications générales, sont des questions que bien des militants des organisations syndicales se posent, comme bien des travailleurs et des jeunes.

Nous pouvons le constater tous les jours, les sondages l'indiquent aussi, la volonté de résister à la dégradation des conditions de travail est grande comme

l'est aussi celle d'imposer une plus juste répartition des richesses. Mais tout aussi grande est la méfiance à l'égard des organisations syndicales.

Ce contexte est favorable à la renaissance des idées anarcho-sindicalistes, aux conceptions détournant les travailleurs de la politique pour préserver leur indépendance de classe. Nous devons combattre ces conceptions qui tirent en arrière, se contentent de discuter de la forme et pas du fond pour resservir sous une autre forme les idées... réformistes.

L'influence désastreuse du stalinisme sur le mouvement ouvrier semble venir justifier les conceptions anarcho-sindicalistes, comme dans le passé, les trahisons social-démocrate.

Mais c'est bien justement parce qu'il y a des causes politiques à la crise du mouvement ouvrier, que les réponses sont politiques.

Il n'y a pas d'autre issue à la crise du mouvement syndical que de renouer avec une politique de classe. C'est la seule façon d'échapper à la logique de l'adaptation passive, ce qui suppose de ne pas craindre les conséquences de cette politique, l'affirmation d'un projet de transformation révolutionnaire de la société.

Dire cela supposerait vouloir soumettre l'activité syndicale à celle du parti. Pourquoi ? Quels sont alors les liens entre syndicat et parti ?

« La lutte économique, écrivait Lénine dans *Que Faire ?*, est la lutte collective des ouvriers contre le patronat, pour vendre avantageusement leur force de travail, pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence ». Cette lutte a ses propres formes d'organisation, ses propres méthodes, ses propres armes. Elle se mène sur les lieux de travail en toute indépendance et autonomie. Est-il besoin de rappeler qu'elle peut s'organiser à travers d'autres structures que les structures syndicales,

réunions d'atelier, assemblées générales, comités élus...

Il est évident que, dans le contexte actuel de concentration des pouvoirs tant économiques que politiques, cette lutte a un caractère politique. Mais ce n'est pas là que se définissent les liens entre syndicat et parti.

Le mouvement révolutionnaire inclut dans son activité la lutte pour l'ensemble des revendications des salariés, et ne tourne pas le dos aux réformes, même les plus modestes. Mais il va plus loin, il fait de la question des revendications, des réformes, une question politique au sens où il les soumet au gouvernement, exige des réponses, use de toutes les armes tant sur le terrain social que politique pour conquérir les droits sociaux et politiques des travailleurs.

Le mouvement syndical aussi, à sa façon, et c'est bien là où s'établit le lien entre activité politique et syndicale.

Ce lien n'est pas un lien organique, formel, de dépendance. L'indépendance de l'organisation syndicale est indispensable. Mais pour mener sa tâche jus-

qu'au bout, l'organisation syndicale a besoin de liens avec la politique, avec le parti révolutionnaire.

Il ne faut pas entendre l'activité politique au sens parlementaire du terme. C'est la conception réformiste qui dissocie syndicat, défense des intérêts immédiats, et politique, lutte parlementaire pour les réformes.

L'activité politique pose les exigences des opprimés au niveau social et politique. Cette activité politique se sépare de l'activité syndicale au moment où elle pose la question du gouvernement et de l'Etat, c'est-à-dire qu'elle pose la question des droits démocratiques des salariés, leur droit au contrôle non seulement sur les entreprises et les banques et autres institutions financières, mais aussi sur l'Etat.

Le lien entre les activités politique et syndicale se trouve dans le programme. La nécessité de la politique résulte du fait que ce programme comme les revendications ne peuvent être posés au seul niveau de l'entreprise. A l'heure de la mondialisation et

de la « refondation sociale », toute revendication débouche sur une remise en cause de la propriété privée, pose la question du statut juridique de l'entreprise, la question des droits démocratiques des salariés.

Le lien entre syndicat et politique résulte du lien entre les droits sociaux et les droits démocratiques.

Nous combattons pour les uns et les autres de façon indissociable, nous le disons et l'affichons dans le respect de l'indépendance syndicale comme de... notre propre liberté de militants politiques qui ne peuvent et ne veulent se soumettre à la censure des appareils.

Cette attitude est la conséquence logique du fait que la lutte pour les revendications, pour les réformes, pour les droits sociaux est, en réalité, subordonnée à la lutte pour les droits politiques, démocratiques, c'est-à-dire la remise en cause de la propriété privée capitaliste et de l'Etat.

La partie se subordonne au tout dans la lutte pour le contrôle démocratique et révolutionnaire par les travailleurs.

AUX ORIGINES DU SYNDICALISME, LA LUTTE POUR RÉSOUDRE LA QUESTION SOCIALE

L'existence des syndicats, comme tout progrès social, a été imposée par les luttes de classe des opprimés. Aujourd'hui, les syndicats sont devenus des appareils bureaucratés et dépendant plus de la bourgeoisie que du monde du travail. Leur évolution est le produit de leur intégration par la bourgeoisie qui, après avoir essayé d'affaiblir le mouvement ouvrier par la violence et la répression, a réussi à le domestiquer. Cette évolution s'est faite en rupture complète avec ce qu'étaient les syndicats à leurs origines : le combat d'une classe pour ses droits, sa dignité, ses conditions d'existence, prenant conscience que son émancipation économique et son émancipation sociale étaient un seul et même combat.

Varlin, militant ouvrier de la Première Internationale, écrivait, en 1869, dans le journal *Le travail* : « *le peuple a soif d'une répartition plus juste de la production générale ; il veut participer aux avantages que la science a mis au service de l'industrie, et qu'une minorité de la population a accaparé et prétend conserver pour elle seule. En un mot, c'est la ques-*

tion sociale qui s'impose et qui veut être résolue. » Dès ses débuts, le mouvement ouvrier a posé la question sociale comme la question essentielle. Il n'a pu imposer ses droits à s'organiser, à faire grève, à diminuer la durée de la journée de travail que parce que son essor, conditionné par le développement même de la production, s'est accompagné de la conscience que la classe ouvrière était porteuse de l'avenir de la société.

La renaissance d'un mouvement ouvrier politique dépend de la même prise de conscience qui a permis à la classe ouvrière de s'affirmer en tant que classe révolutionnaire, celle qui place la question sociale au centre de la lutte pour son émancipation.

Classe opprimée, vendant sa force de travail, la classe ouvrière ne peut garantir ses droits démocratiques qu'en les imposant par son organisation : aucun droit ne lui a été octroyé par « en haut ».

La bourgeoisie française, à peine arrivée au pouvoir par la révolution, priva de tout droit la classe des travailleurs

La révolution qui donna le pouvoir politique à la bourgeoisie fut l'œuvre des masses qui furent les seules à oser aller jusqu'au bout. Mais sitôt son pouvoir assis, sans retour en arrière possible, la

bourgeoisie se retourna contre elles et mit à l'ordre du jour sa domination de classe. Elle avait détruit les vieilles corporations et proclamé la liberté du travail. Le droit du bourgeois à acheter

la force de travail de l'ouvrier est présenté comme un libre contrat que l'ouvrier a obligation de respecter. C'est pour l'y obliger que fut votée la loi Le Chapelier, en juin 1791, interdisant les

grèves et les associations ouvrières. La loi Le Chapelier fut renforcée en 1810, prévoyant des peines de prison d'un à trois ans pour les grévistes et de deux à cinq ans pour les militants.

La liberté bourgeoise priva le travailleur de toute liberté ; la bourgeoisie se servit de son Etat pour mettre en place une législation anti-ouvrière qu'elle imposa par la force des lois et de sa police. Elle chercha à allonger au maximum la journée de travail, les seules limites qu'elle connut, étaient celles de la résistance physique humaine. Le temps de travail moyen était de 15 à 16 heures. En développant le machinisme, elle put utiliser une main-

d'œuvre non qualifiée, celle des femmes et des enfants, et faire pression sur les salaires par la concurrence entre les travailleurs. L'exploitation capitaliste fut plus insatiable que toute autre forme d'exploitation du travail humain.

Les conditions d'exploitation provoquèrent des révoltes ouvrières, « *dès que la classe ouvrière abasourdie par le tapage de la production fut tant soit peu revenue à elle-même, sa résistance commença* », selon les mots de Marx.

Les travailleurs commencèrent à s'organiser en créant des sociétés de secours mutuel leur assurant des aides

en cas de chômage ou de maladie, elles furent tolérées à condition qu'elles ne s'occupent pas de politique. Le développement capitaliste, la production pour un marché international, généra des crises de surproduction qui mirent au chômage des milliers de travailleurs, rendant leurs conditions d'existence intolérables et provoquant des révoltes ouvrières comme celles des canuts de Lyon, ouvriers en soierie, en 1831 et 1834, qui revendiquaient le droit de « *vivre en travaillant ou mourir en combattant* » et qui se rendirent maîtres de la ville pendant plusieurs jours avant d'être réprimés féroce-ment.

En 1848 et en 1871, l'essor du mouvement ouvrier fait de la question sociale la question politique essentielle

Dans des délais brefs, le monde ouvrier posa les jalons de son organisation. Menant des luttes pour conquérir le droit à s'organiser, il alla jusqu'à remettre en cause la domination de la bourgeoisie en affirmant son propre droit à l'existence : le droit au travail devint la revendication essentielle du mouvement ouvrier.

En 1848, la classe ouvrière parisienne affirma ses revendications dans une pétition exigeant : « *l'organisation du travail, le droit au travail garanti : un minimum assuré pour l'ouvrier et sa famille en cas de maladie, que le travailleur soit sauvé de la misère lorsqu'il est incapable de travailler* ». Le gouvernement provisoire, issu de la révolution de février, mit en place une « Commission du travail », qui créa des ateliers nationaux pour embaucher les nombreux chômeurs. Les travailleurs imposèrent une limitation de la journée de travail à 10 heures. Quand le 21 juin, le gouvernement décida la suppression des ateliers nationaux, ils s'insurgèrent pour défendre leurs droits. Ce fut la première révolution moderne opposant la classe ouvrière à la bourgeoisie : jusqu'en juin 1848, la classe ouvrière avait été le principal soutien de la bourgeoisie républicaine qui, une fois le pouvoir conquis grâce à la mobilisation des masses, se retournait contre elles, lui déniait tout droit économique et social. La défaite des ouvriers parisiens entraîna la réintroduction de la durée de la journée de travail de 12 heures. Mais, dès lors, les progrès du mouvement ouvrier furent ininterrompus et les militants ouvriers lui permirent de retrouver, après la représen-

sion de juin 1848, le chemin de l'organisation sur des bases bien plus larges et à un niveau bien supérieur.

En 1862, à l'occasion de l'exposition universelle de Londres, une délégation d'ouvriers français prit contact avec des militants du mouvement trade-unioniste anglais, ce fut l'origine de la Première Internationale, l'Association internationale des travailleurs qui affirmait dans ses statuts rédigés par Marx : « *l'émancipation économique de la classe ouvrière était le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen* ». La solidarité entre les grévistes des différents pays fut une des tâches de l'Internationale qui fit de la revendication de la journée de 8 heures la plateforme commune à ses différentes sections.

Le développement impétueux des grèves contraignit le pouvoir, en 1864, à abroger la loi interdisant le droit de grève.

Les progrès dans l'organisation et la prise de conscience du mouvement ouvrier lui permirent de franchir une nouvelle étape : celle de son droit à prendre en main la direction de la société. Ce fut la Commune de Paris, en 1871, « *enfant de l'Internationale* », selon l'expression de Marx.

La classe ouvrière instaura le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, pouvoir direct et démocratique

reposant sur le peuple en armes, dont les représentants étaient élus et révocables, payés au salaire d'un ouvrier. A l'inverse de l'impuissance du parlementarisme bourgeois, la Commune substitua des organismes de démocratie directe dont les décisions étaient immédiatement exécutées et qui posèrent en termes nouveaux toute la question sociale : les amendes sur salaires furent interdites, ainsi que le travail de nuit des boulangers, les loyers furent suspendus, les chambres syndicales firent des propositions pour organiser le travail. En quelques semaines d'existence, la Commune mit en place la législation sociale la plus moderne de l'histoire du mouvement ouvrier.



La terrible répression de la Semaine sanglante ne laissa rien subsister des organisations ouvrières et le mouvement ouvrier disparut pour quelques années.

Mais une nouvelle étape avait été franchie qui allait porter ses fruits dans

les années suivantes, découlant du développement même du capitalisme à l'échelle mondiale, entraînant le renforcement numérique de la classe ouvrière industrielle, jusqu'ici embryonnaire.

La renaissance du mouvement ou-

vrier allait se faire sur une base bien plus large et démocratique, sur la base des idées du communisme, avec les premiers partis socialistes. La bourgeoisie avait assimilé la leçon comme quoi elle ne pouvait s'opposer à la

montée du mouvement ouvrier par les seules armes de la violence, il lui fallait maintenant l'intégrer en le divisant, en corrompant ses représentants, en utilisant les armes du parlementarisme, pour le détourner de la question sociale.

* * * * *

LA NAISSANCE DE LA CGT, LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE POUR CONSTRUIRE UNE ORGANISATION DE CLASSE INDÉPENDANTE

Après l'écrasement de la Commune dans un bain de sang qui fit des dizaines de milliers de morts, le mouvement ouvrier était défait. Pour achever de le laminer, la III^{ème} République prit en 1872 des lois punissant d'amendes et de prison aussi bien l'affiliation à l'Internationale, que les grèves « *contre l'ordre social* ».

En 1873, éclatait une des premières grandes crises du capitalisme. Pour rétablir le taux de leurs profits, les bourgeois européennes menaient l'offensive contre les classes ouvrières et se lançaient dans une politique de conquêtes coloniales, pour ouvrir de nouveaux marchés aux trusts et monopoles naissants et piller les richesses de ces pays. C'est à ce prix que la politique impérialiste relança l'économie en Europe, entraînant aussi un développement des forces de la classe ouvrière. En France, la part de la population rurale diminuait, passant de 58,1 % en 1861 à 55,8 en 1911. Les salariés de l'industrie et du commerce étaient 5 millions en 1870, et 7,8 millions en 1911.

Ces jeunes bataillons qui venaient renforcer la classe ouvrière redonnaient la force de poser l'ensemble des problèmes, sociaux et politiques.

Dès la fin des années 1870, les premières fédérations syndicales nationales s'organisent : charpentiers (1876), chapeliers (1879), travailleurs du livre

(1881) etc. En 1881, il y a 500 chambres syndicales ouvrières, dont 150 à Paris. Pour le mouvement ouvrier renaissant, la conquête de droits sociaux comme la réduction et la limitation du temps de travail, les caisses de secours et de chômage, était alors indissociable de la conquête du droit démocratique à s'organiser. La question sociale et la question politique ne sont qu'un seul et même combat de classe.

Dans la lignée des congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, qui rassemblaient les militants de toutes les composantes du mouvement ouvrier, les militants socialistes et ceux des mouvements syndicalistes et mutualistes se retrouvèrent dans plusieurs congrès à partir de 1876. En 1879, celui de Marseille affirmait : « *Avant toute chose, le prolétariat doit faire une scission complète avec la bourgeoisie* ».

À l'inverse la politique de la bourgeoisie, face à ce mouvement qu'elle ne pouvait empêcher de monter et qu'elle réprimait systématiquement, fut d'essayer d'encadrer les syndicats, ce qui signifiait concéder leur reconnaissance légale. Le Parlement vota une loi en 1884 dans ce sens... qui limitait l'action des syndicats « *à la défense des intérêts économiques* », et imposait que soient livrés les noms des

responsables ! Ce que refusèrent de nombreuses organisations qui s'étaient développées dans l'illégalité.

Lors de la Commune, les ouvriers parisiens étaient partis, selon le mot de Marx, « *à l'assaut du ciel* », ils avaient été écrasés. Le poids de cette défaite pesait sur toute la classe ouvrière et dans ses congrès : les discours sur la révolution et les transformations politiques apparaissaient comme l'annonce de nouvelles batailles impossibles, utopiques, face à l'État, l'ennemi tout puissant.

C'est ce poids de la défaite qui donnait du crédit au rejet de la politique, à la volonté de se cantonner sur le terrain de la lutte économique. Défendre une politique de classe aux élections ? C'était déjà se compromettre avec l'État. Les militants qui voulaient se cantonner à l'action syndicale se présentaient comme les garants d'une pureté de classe, et trouvaient ainsi un écho dans la classe ouvrière.

Les socialistes, eux, ne concevaient pas de rester sur le terrain de l'action économique, et leurs proclamations qui prenaient le plus souvent un caractère utopique, celui d'un avenir lointain, coupé de la réalité de la classe ouvrière et de ses préoccupations immédiates, ne pouvaient pas surmonter les doutes. En 1880, la scission est consommée, les Congrès du mouvement ouvrier seront séparés, syndicats d'un côté, partis de l'autre.

Les premiers succès électoraux socialistes alimentent les oppositions entre le mouvement politique et syndical

À la fin des années 1880, les luttes ouvrières se multiplient. On compte 119 000 grévistes en 1890, 170 000 en 1893. Les grèves éclatent dans le textile (1886), et surtout chez les mineurs

(1881, 82, 84), notamment à Decazeville, en 1886, ou après 6 mois de lutte, les mineurs furent victorieux grâce à la solidarité gagnée auprès du reste de la population. Le nombre de syndiqués

augmente : passant de 139 000 syndiqués dans 1000 syndicats en 1890 à 420 000 syndiqués dans 2200 syndicats en 1895.

Face à cette montée ouvrière, la

bourgeoisie réprime dans le sang nombre de grèves et de manifestations, comme celle du 1^{er} mai 1891 à Fourmies, une ville ouvrière du Nord, où à la demande du maire, patron d'une filature, l'armée tira et fit 9 morts.

Dans le même temps, la classe ouvrière élisait ses premiers représentants. Dès 1884, Vaillant, un militant blanquiste, est élu conseiller du quartier du Père-Lachaise. En 1892, les villes de Narbonne, Montluçon et Roubaix sont gagnées par des socialistes. En 1893, Jules Guesde est élu député. À côté de ces militants du socialisme révolutionnaire, apparaissent les "socialistes indépendants" (de la classe ouvrière), le plus souvent des notables en quête de postes, comme Millerand, avocat, élu député en 1889 et qui deviendra le premier

ministre socialiste dans un gouvernement de la bourgeoisie, aux côtés de Gallifet, un des responsables du massacre de la Commune.

Le parlementarisme se montra vite corrupteur. Guesde, voulant éviter les violences de la répression des grèves, proposa ainsi en 1894 une loi pour réglementer... la grève ! *"Si la grève est déclarée, votée à bulletins secrets, elle devient obligatoire pour tous. ... La marche ou la continuation de la grève, du conflit désormais pacifique, sera réglée comme sa fin, de la même façon... : la volonté de la majorité demandée au scrutin"*.

La bourgeoisie absorbait une partie du mouvement socialiste avec des postes dans les municipalités et au Parlement. Pendant que les députés bour-

geois étaient corrompus par le fric et les affaires comme celle du Canal de Panama, les députés socialistes coupés de la fraction radicale de la classe ouvrière subissaient l'action dissolvante des mœurs parlementaires. Ils devenaient les apôtres d'un programme maximum, celui de la révolution socialiste, qui n'était que phrase de tribune. Les syndicalistes, repliés sur l'action économique, n'avaient plus qu'un programme minimum, celui des revendications ouvrières. Il n'y avait plus de pont entre la révolution et les revendications immédiates.

La capacité d'absorption du système avait aggravé la rupture, la fraction de la classe ouvrière la plus radicale rejetait le parlementarisme... et l'action politique.

La naissance de la CGT et le mythe de la Charte d'Amiens, produits de l'aspiration à l'unité et à l'indépendance de classe

Le mouvement ouvrier continua à se développer, notamment dans le réseau des Bourses du travail. En 1892, au nombre de 14, et sous la direction de Fernand Pelloutier, elles étaient le lieu *« pour réfléchir sur sa condition (...) chercher dans le système social les éléments d'un système nouveau »*.

Formation militante, caisses de secours et de chômage, placement professionnel, mise en commun au plan local des expériences des militants de toutes les branches, sortant du cadre corporatiste des syndicats et fédérations de métier : le succès des Bourses du travail tenait au fait qu'elles répondaient aux besoins des militants. Partisan de l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'État, Pelloutier voyait dans les Bourses locales les futurs organismes de contrôle ouvrier nécessaires lors de la disparition de la société capitaliste.

Par là, le syndicalisme révolutionnaire répondait aux exigences des opprimés qui n'ont pas seulement besoin de réponses sociales, mais aussi de réponses politiques pour envisager un avenir autre que le capitalisme. Mais il y répondait de façon « apolitique », refusant de poser réellement le problème de la prise du pouvoir et du renversement de l'État bourgeois.

Pour l'anarcho-syndicalisme, la lutte de classe et la révolution se dérouleraient exclusivement sur le terrain économique. La grève générale, les travailleurs croi-

sant les bras, suffirait pour paralyser l'économie et l'État s'effondrerait. Les syndicats prendraient alors le relais pour organiser l'économie. On retrouvait en partie les vieilles conceptions proudhoniennes du remplacement sans heurt des manufactures capitalistes par les coopératives de production collective. Ces conceptions perduraient dans le mouvement ouvrier français du fait de la faiblesse du développement économique de la grande industrie. Les grandes concentrations ouvrières et les conditions de la lutte de classe moderne n'étaient pas encore créées.

C'est sur ces bases que fut fondée la CGT en 1895 à Limoges. Elle réunissait 28 fédérations d'industrie et de métiers, 18 Bourses du Travail, 126 syndicats autonomes, répondant à l'aspiration à l'unité de tous les militants syndicaux. La question sociale la plus criante, celle de la durée du travail, n'était toujours pas résolue, la loi de 1892 la fixait à 12 h pour les hommes, et 11 pour les femmes ! Elle ne pouvait l'être que par un mouvement d'ensemble, pour imposer un recul au gouvernement de la bourgeoisie. Il fallait une force de classe indépendante et capable de mener la lutte à l'échelle de tout le pays. Dès sa naissance, la CGT anarcho-syndicaliste avait un caractère... très politique.

La campagne pour la journée de 8

heures fut conçue en 1904 pour éclater le 1^{er} mai 1906. Des centaines de milliers d'affiches d'appel à manifester furent tirées. Inquiet, le gouvernement fit arrêter la veille les responsables de la CGT. Mais à Paris et dans certaines villes, des



manifestations importantes eurent quand même lieu. Un mouvement de grève se déclencha dans le même temps : 50 000 métallurgistes furent en lutte en région parisienne. Si sur le moment même, le succès fut relatif, la CGT va en tirer un crédit et voir ses effectifs grandir. La revendication des 8 heures se trouve po-

pularisée et sera la revendication de nombreuses grèves jusqu'à la guerre (la bourgeoisie ne concèdera la journée de 8 heures qu'en 1919, sous la pression de la vague révolutionnaire d'après 1917).

En 1906, la CGT, réunie en Congrès à Amiens, adopta à la quasi unanimité (830 voix contre 9) une charte qui demandait aux syndiqués « *de ne pas introduire dans le syndicat les opinions [philosophique ou politique] qu'il professe au-dehors* » et qui affirmait que « *les organisations confédérées n'ont pas ... à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale* ».

Cette Charte faisant du rejet de la politique la vertu première, les réformistes de la CGT se trouvaient confortés dans leur refus de poser les problèmes de l'Etat et de la prise du pouvoir. C'était la

porte ouverte aussi aux démagogues et aux braillards comme Gustave Hervé, spécialistes de la phrase toujours plus radicale, qui furent les premiers à retourner leur veste en 1914.

Les réformistes du Parti socialiste, avaient de fait gagné eux-aussi une indépendance... vis-à-vis de la classe ouvrière qui leur permettait de poursuivre leur intégration progressive à l'Etat, annonçant leur trahison en 1914. Kroupskaia, militante bolchevik et compagne de Lénine, racontait que : « *A cette époque (1909-1910), lors de son séjour à Paris, Lénine étudiait attentivement le mouvement ouvrier français. Le Parti socialiste était à ce moment d'un bout à l'autre opportuniste. Aussi, au printemps de 1909 avait lieu une grande grève des PTT. Toute la ville était agitée, mais le parti se tenait à l'écart, sous prétexte que*

cela regardait le syndicat et non le parti. Le refus du parti de participer à la lutte économique nous paraissait tout à fait monstrueux ! ».

Avec la Charte d'Amiens naissait un mythe et une confusion. L'indépendance syndicale nécessaire était sacralisée pour mieux servir de paravent au rejet de la politique. L'autonomie devenait le maître mot et le poison du mouvement ouvrier français : ce n'était pas l'autonomie indispensable à l'action de chacun dans un cadre collectif, mais l'autonomie pour elle-même, la liberté pour chaque petit chef de syndicat, de journal, de fraction politique, de mener sa vie hors du contrôle d'un vrai mouvement de masse. Par là, si la Charte d'Amiens était une réaction face à l'opportunisme du mouvement socialiste, elle fut bien utile aux réformistes qui eurent les mains libres, tant au syndicat qu'au Parti socialiste.

* * * * *

LES LIMITES DE L'ANARCHO-SYNDICALISME, LE RADICALISME DE FORME PEUT MASQUER DES CONCEPTIONS RÉFORMISTES

Le même dégoût de l'opportunisme et du parlementarisme réformistes qui avait fait se détourner de la politique les anarcho-syndicalistes du début du siècle, se retrouve aujourd'hui face à l'intégration et la corruption des partis réformistes, socialiste et communiste, au gouvernement. Il suscite chez de nombreux travailleurs le même sentiment de rejet de la politique. En réaction, les idées anarcho-syndicalistes connaissent aujourd'hui un renouveau. Face aux partis de gauche qui apparaissent clairement aux yeux d'un plus grand nombre comme les agents de la bourgeoisie libérale, certains pensent que la lutte de classe véritable ne peut plus être menée que sur le terrain des entreprises, dans la lutte syndicale ou ce qu'on appelle aujourd'hui le « *mouvement social* ». Cette méfiance, voire ce rejet, qui s'exprime vis-à-vis de la politique fait naître l'illusion que, pour défendre les intérêts des travailleurs et de la lutte de classe, il faut préserver l'indépendance des syndicats, des associations ou des collectifs à travers lesquels les travailleurs s'organisent pour défendre leurs droits. La vieille idée anarcho-syndicaliste selon laquelle

seule la lutte dans l'entreprise est révolutionnaire refait son chemin.

Mais si les préjugés anarcho-syndicalistes contre les partis et la politique et les formules radicales autour de la lutte de classe peuvent séduire des travailleurs écoeürés par les politiciens de la gauche plurielle, les conceptions anarchistes, qui limitent la lutte de la classe ouvrière au terrain économique, condamnent au réformisme et à l'impuissance.

Ce sont ces conceptions qui marquèrent à ses origines, et jusqu'à la guerre, la CGT. Les anarcho-syndicalistes en constituaient l'aile révolutionnaire. L'indépendance et l'apolitisme, qui constituaient le fond de leur conception de la lutte de classe, exprimaient le rejet de l'opportunisme et du parlementarisme des socialistes, sentiment qui était partagé par de larges fractions de travailleurs, hostiles à la capitulation des réformistes devant la bourgeoisie. La charte d'Amiens, à travers laquelle s'était affirmée cette volonté de résister à l'intégration à l'Etat, n'empêcha pas la CGT, sous la puissante pression de la bourgeoisie

impérialiste dans la période qui précéda la guerre, d'être elle-même gangrenée par le réformisme, tendance qu'incarnait Jouhaux à sa tête. Pour lui, la perspective formulée par la charte d'Amiens de renversement du capitalisme par l'abolition du salariat était devenue une perspective lointaine, dont on ne parlait plus que dans les discours du dimanche.

Dans ce cadre-là, les anarcho-syndicalistes, qui pensaient qu'à eux seuls les syndicats regroupant de larges masses ouvrières à des degrés divers de conscience, dominés par le réformisme, ne suffisaient pas pour faire la révolution, considéraient que la minorité révolutionnaire, la fraction la plus consciente du mouvement, devait s'organiser pour diriger les masses, les éduquer, leur fournir un programme d'action pour les amener à la révolution.

Quel était à leurs yeux le programme d'action qui devait amener les travailleurs au renversement du capitalisme ? Selon les vieilles idées de Proudhon, qui perduraient dans le mouvement ouvrier du fait de la faiblesse du développement économique et de la concentration industrielle, les syndicalistes révolutionnaires

prônaient la grève générale, comme moyen de renverser la propriété. La sous-estimation du rôle de l'Etat comme instrument de domination de la bourgeoisie, les amenaient à l'ignorer et à penser, idée confuse, qu'à l'issue de la grève générale, les travailleurs organisés dans les syndicats et éduqués aux tâches de gestion prendraient la direction de la so-

ciété. L'Etat s'effondrerait de lui-même.

Trotsky analysait ainsi leurs conceptions : « les faiblesses de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, étaient l'absence d'un fondement théorique correct, et comme résultat une incompréhension de la nature de l'Etat et de son rôle dans la lutte de classe.

Faiblesse aussi, cette conception incomplète, insuffisamment développée, et par conséquent fautive, de la minorité révolutionnaire, c'est-à-dire du parti. D'où, les fautes de tactique, comme la fétichisation de la grève générale, l'ignorance de la relation nécessaire entre le soulèvement et la prise du pouvoir ».

L'anarcho-syndicalisme désarmé face à la guerre

Face à la guerre, alors que la puissante machine des Etats bourgeois embrigadait et enrôlait les travailleurs de tous les pays pour les dresser les uns contre les autres dans la défense des intérêts impérialistes, l'« apolitisme » des syndicalistes révolutionnaires les condamna à un pacifisme impuissant.

Ils n'offraient aux travailleurs confrontés au militarisme étatique qu'une politique défensive et de principe : « non à la guerre ! », alors que les travailleurs revendiquaient de prendre l'offensive, contre le pouvoir de la police et de l'armée. De nombreux travailleurs y étaient prêts comme en témoigne la manifestation contre la guerre, organisée le 27 juillet à Paris par les syndicalistes révolutionnaires, qui rassembla plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, qui affrontèrent les violentes charges de la police.

Mais s'obstinant à nier la question du pouvoir politique, les syndicalistes révolutionnaires se retrouvèrent tout autant désarmés et désarmés que la classe ouvrière, par la trahison des réformistes et leur ralliement massif à la bourgeoisie et à l'Union sacrée.

Comme nombre de ses camarades qui avaient cru à la grève générale contre la guerre et sous-estimé le rôle de l'Etat et de ses pelotons d'exécution contre les récalcitrants, Monatte, fidèle à ses idées, n'eut d'autre issue que de partir en première ligne et, comme il l'écrivait à ses amis de « suivre la classe ouvrière dans son épreuve et son malheur ». D'autres, comme Merheim, retourneront plus tard la responsabilité de l'échec de l'anarcho-syndicalisme contre la classe ouvrière qui « n'avait pas l'esprit suffisamment

révolutionnaire ».

La minorité des révolutionnaires restés fidèles à leurs idées, ceux qui résistèrent à la vague chauvine se regroupèrent autour de Monatte et Rosmer et répondirent à l'appel des révolutionnaires russes, à la conférence de Zimmerwald, qui avait pour objectif le regroupement des forces opposées à la guerre. Mais alors que les bolcheviks appelaient les travailleurs à lutter contre la guerre en renversant leur propre bourgeoisie et en prenant eux-mêmes le pouvoir, les syndicalistes révolutionnaires, ne voulant toujours se soumettre à aucun parti, campaient sur leurs positions pacifistes, positions de principe qui laissaient les travailleurs sans politique, sans mots d'ordre d'action.

La minorité révolutionnaire organisée, c'est le Parti communiste !

La révolution russe et la vague révolutionnaire qui ébranla l'Europe à partir de 1917 mirent à l'ordre du jour le pouvoir des travailleurs contre la bourgeoisie en faillite. Elle rallia de larges masses de travailleurs qui se tournaient vers le jeune Etat ouvrier, désavouant les dirigeants chauvins et opportunistes qui avaient rejoint l'Union sacrée, et ouvrait une période de crise dans les vieux appareils politiques et syndicaux.

Le noyau des révolutionnaires, fidèles à la révolution et aux masses, rompit toute solidarité avec les hésitants qui faisaient pression pour « préserver à tout prix l'unité du mouvement ouvrier », et se tourna résolument vers la révolution et la III^{ème} Internationale.

La montée révolutionnaire, les tâches de la période nouvelle qui s'ouvrait, appelaient des réponses nouvelles et plaçaient les révolutionnaires devant la responsabilité d'assumer la direction du mouvement. Les vieilles idées, les

vieilles conceptions, les cadres du passé, n'avaient plus cours. La révolution russe démontrait que la classe ouvrière n'avait pas d'autre choix que de remplacer l'Etat de la bourgeoisie par



son propre Etat et que pour être guidée dans cette voie, elle avait besoin d'un parti, le Parti communiste. Pour Trotsky, « celui qui, après l'expérience de la révolution russe ne l'a pas encore compris est perdu sans espoir ».

Il voyait dans les syndicalistes révolutionnaires qui optaient pour le communisme le noyau autour duquel pouvait se constituer le parti appelé à diriger la révolution. Ils devaient rompre avec les vieux préjugés, les réticences et la méfiance envers la politique et le parlementarisme. « Il ne s'agit pas de parlementarisme ou d'antiparlementarisme, ni non plus d'adhésion formelle à un parti. Les vieilles étiquettes se sont effacées et ne répondent plus au contenu nouveau...

L'essentiel n'est ni le Parlement, ni le syndicalisme, l'essentiel c'est le caractère de la politique suivie par l'avant-garde de la classe ouvrière, tant au Parlement que sur le plan syndical... ».

Il faut que dans chaque syndicat local, disait Trotsky, dans chaque usine, dans chaque atelier, il y ait un groupe d'ouvriers soudés par une idée commune et capables au moment décisif, par leur action concertée, d'entraîner la masse avec eux, de lui montrer la bonne route, de la préserver des erreurs et de lui assurer la victoire.

Il expliquait à Monatte en 1920, pour l'aider à dépasser ses réticences politiques et le convaincre de rejoindre le Parti communiste qui se constituait : « *Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon quand vous constatiez qu'à eux seuls les syndicats qui embrassent les grandes masses ouvrières ne suffisent pas pour faire la révolution, et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret et précis.*

Comment doit être composé ce groupe d'initiative ? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de chimistes, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure et s'assurer ainsi une influence directrice sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat, groupée en un bloc homogène par le programme communiste, et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif contre la citadelle capitaliste ? Nous l'appellerons le Parti commu-

niste. »

Les révolutionnaires authentiques comme Monatte et Rosmer dépassèrent leur méfiance de la politique en s'engageant dans le combat pour la construction du Parti communiste. Poussés par les tâches nouvelles et les responsabilités que la situation imposait, ils rompirent avec leurs conceptions d'opposants pour, comme les appelait à le faire Trotsky, « *se présenter devant les masses, donner des réponses claires et précises à toutes les questions, diriger leur lutte et s'orienter sur la voie de la révolution communiste* ».

Ils répondirent alors à ce que la montée révolutionnaire exigeait d'eux, mais la période de reflux qui suivit, avec la dégénérescence stalinienne du Parti communiste, eut raison de Monatte, qui écœuré, revint vers l'anarcho-syndicalisme, comme le firent bien d'autres militants.

* * * * *

LA SCISSION DE LA CGT ET DE LA CGT-U, L'UNITÉ ROMPUE PAR LES RÉFORMISTES

Lorsqu'en décembre 1921 les syndicalistes révolutionnaires et communistes, exclus de la CGT par Jouhaux, fondèrent la CGT-U, cette scission fut aussitôt mise à leur actif par ceux-là même qui les y avaient acculés : les révolutionnaires auraient voulu se séparer, fonder leur propre appareil par « alignement » sur le Parti communiste et la III^{ème} Internationale communiste. Les militants communistes se seraient montrés inflexibles également avec leurs camarades syndicalistes de tradition anarchiste, libertaire ou anarcho-syndicaliste, les sommant d'accepter de rentrer dans leurs structures ou une organisation syndicale reconnaissant la dictature du prolétariat et la « subordination » au Parti communiste... Avec les militants communistes, depuis le congrès de Tours en 1920 qui entraîna la naissance du Parti communiste, il n'était plus question, prétendaient les réformistes, de construire le syndicat, mais de défendre leur politique en tuant « l'esprit » du syndicalisme qui voulait que le syndicat ne se mêle pas de politique mais se charge uniquement de la défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs. Les militants communistes étaient accusés de « noyauter » le syndicat pour le compte

de leur parti, de manœuvrer en coulisse pour en arracher les militants et les gagner à leur organisation de façon antidémocratique et dirigiste...

Cette déformation, tant de la politique des révolutionnaires de l'époque que des faits, est toujours en vogue aujourd'hui, le stalinisme venant accrédi- ter les attaques contre la politique des révolutionnaires. En réalité, pour ces derniers, s'il s'agissait de rompre avec le mythe de la charte d'Amiens, il n'était pas question de soumettre l'organisation syndicale aux directives du Parti communiste, mais bien d'arracher les travailleurs à l'influence des idées réformistes. Et c'est bien là la cause de la scission.

Du principe de la Charte d'Amiens de l'autonomie du syndicat par rapport aux partis, il n'était rien resté à la déclaration de la guerre. Les masques tombèrent aussitôt : « *Le syndicalisme officiel, représenté par Jouhaux, secrétaire général de la CGT, perdit ses couleurs en 24 heures. Il avait rejeté l'étatisme en temps de paix ; il se mit à genoux devant l'Etat en temps de guerre* », dit Trotsky. Le 9 septembre 1914, un « comité d'action CGT-PS » fut créé pour renforcer l'effort de guerre :

c'était l'alliance au gouvernement des syndicalistes responsables comme Jouhaux, avec les socialistes responsables, Guesde, Sembat ou Thomas, ce dernier surnommé à juste titre le « *Joffre de nos usines* »... par les patrons eux-mêmes ! Il n'était plus question pour Jouhaux, nommé à la demande de Guesde « commissaire à la Nation », de la « grève générale », la panacée des anarcho-syndicalistes. Il ne fallait pas « *que les revendications ouvrières, aussi justifiées qu'elles soient, aboutissent à un arrêt de travail* ». Fini l'internationalisme : Jouhaux faisait des discours où il dénonçait sa haine de l'impérialisme... allemand ! Plus d'autonomie syndicale non plus lorsque les dirigeants de la CGT se rendirent à la conférence de l'Internationale socialiste en 1915. Jouhaux ne jurait plus que par Wilson, l'apôtre de la paix ; il fit partie de la délégation qui l'accueillit pour le traité de Versailles en 1918... Les dirigeants syndicaux qui prônaient l'indépendance du syndicat par rapport à la politique étaient indépendants des travailleurs mais pas du gouvernement : « *le parti, Jouhaux et le gouvernement, c'est trois têtes sous le même bonnet* », disait Lénine. L'objet de toutes leurs calomnies

et leur haine, c'était la révolution russe, cette « *vivisection sociale* » selon le syndicaliste Merrheim. Car, pour eux, l'intérêt des travailleurs était de laisser la politique entre les mains de leurs avocats réformistes ; tout ce qu'ils pouvaient obtenir, ce devait être par en haut, par l'Etat, comme la paix et les concessions que la bourgeoisie voudrait bien faire aux syndicalistes responsables. A la radicalisation des masses fatiguées et révoltées par la guerre qui réclamaient, face à l'offensive d'après-guerre de la bourgeoisie, les 8 heures et des augmentations de salaires, ils répondaient comme Merrheim : « *les militants doivent avoir le simple courage de parler et de ne pas se laisser dominer ni entraîner par la masse inorganisée, par la foule déchaînée, poussée dans la rue par la nécessité et réclamant, comme seule satisfaction de ses appétits matériels, des augmentations de salaires... La vérité, pour tous ceux qui réfléchissent, c'est qu'il apparaît nettement qu'au malaise profond qui agite les masses, les solutions basées uniquement sur des augmentations de salaires sont inopérantes... Le courage, c'est de dire inlassablement aux travailleurs que la révolution qui est à faire, qu'il faut faire, c'est la révolution économique et qu'en réalité, la révolution économique puise sa sève dans le Travail* ».

A l'heure où, complètement affolés, les dirigeants réformistes ou anarcho-syndicalistes faillis s'alliaient avec la bourgeoisie, l'Etat et son armée, en tenant des discours d'autant plus radicaux qu'ils avaient peur des masses en lutte et du bouleversement de la révolution russe, des milliers de travailleurs rejoignaient les syndicats, prêts à se battre. En quelques mois, les effectifs de la CGT furent multipliés par 2 ou 3, il y avait plus d'un million de syndiqués en 1920. Les courants opposés à la guerre et aux réformistes s'y renforcèrent et les internationalistes ouvriers, « minoritaires » pendant la guerre, devinrent presque aussi nombreux que les « majoritaires » : 300 000 en 1921. L'Internationale communiste les aida à s'organiser, en encourageant les militants communistes à aller dans les syndicats majoritaires, là où se trouvait la grande masse des travailleurs qui s'éveillaient à l'organisation, en les appelant à travailler ensemble avec des anarchistes organisés dans la CGT dans des Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR). « *Pas de syndicat réformiste sans ferment communiste* » affirmaient les thèses

de l'Internationale sur les syndicats. Elle fut à l'origine de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR), organe de regroupement, de discussion et de décision de tous les militants révolutionnaires au sein du mouvement syndical.

Face aux socialistes devenus communistes qui militaient pour la révolution drapeau déployé dans la CGT, créant des noyaux communistes, fractions publiques de celle-ci, les dirigeants réformistes, craignant de perdre leur appareil, menèrent une bataille sans merci par des méthodes opposées : la manœuvre en coulisse, la calomnie et les coups. Ils retardèrent au maximum la tenue du congrès de la CGT : le congrès n'eut lieu que 4 ans après la déclaration de guerre ! Lorsque la minorité souhaita se rencontrer en congrès, à Saint-Etienne en 1918, la majorité parla de « *machination policière* ». La direction de la CGT freina de tout son poids la vague de grèves des années 1919-1920, se contentant de la loi sur les 8 heures, manquant d'initiative, voire retirant au dernier moment les appels à la grève comme lors de l'intervention française contre la Russie révolutionnaire en juillet 1919. Lorsqu'une fraction significative de militants s'abstint de donner son soutien à la majorité en 1920, Jouhaux les traita « *d'eunuques* » et ajouta : « *il n'est pas possible d'aller à la bataille avec devant nous les fusils des bourgeois et derrière nous les fusils de nos adversaires dans le mouvement* » ! Des propos qui rappellent qu'en matière d'insultes, de calomnies et de brutalité, les staliniens n'ont rien inventé ! Lors du congrès de Lille de 1921 qui devait se prononcer contre la politique de la majorité, le service d'ordre « majoritaire » provoqua des bagarres en règle pour faire pression et empêcher les « minoritaires » d'entrer dans la salle.

Avec la vague révolutionnaire qui déferlait, craignant de subir le sort du Parti socialiste dont les dirigeants réformistes s'étaient retrouvés minoritaires lors de la scission de la majorité qui donna naissance au Parti communiste, les réformistes prirent les devants. Prétextant la « *dictature* » des communistes voulant, selon eux, « *subordonner le syndicat au PC en le noyant* », ils commencèrent à menacer de scission. Ils interdirent aux militants partisans de l'ISR ou membres de

CSR de s'exprimer à l'extérieur de la CGT, empêchèrent de nouvelles sections qui voulaient rejoindre la CGT sur leurs bases de rejoindre le syndicat et ils exclurent des sections entières au moment même où sévissait la répression patronale. De nombreux militants anarchistes et communistes de la CGT furent pris au piège de la manœuvre des réformistes visant à les isoler en les poussant à la scission du syndicat au moment où ils y gagnaient de l'influence grâce à leurs idées dans les masses. Prisonniers de préjugés hérités du courant anarcho-syndicaliste, ils n'eurent pas les moyens de déjouer les provocations des majoritaires, se laissant enfermer dans une bataille d'appareil alors que leur arme essentielle, c'était d'organiser leur influence grandissante sur les travailleurs.

La scission de la CGT, contrairement à celle du Parti socialiste au Congrès de Tours de 1920, ne fut pas voulue par les communistes qui se battirent tant que cela fut possible pour l'unité. Contraints de se séparer de la CGT réformiste qui les empêchait de militer, les communistes finirent par fonder la CGT-U (CGT-unitaire). Une fraction de la classe ouvrière s'en servira pour s'organiser sur des bases de classe où l'antimilitarisme occupait une place importante. Mais elle subira la mainmise du stalinisme, soumise à tous ses zigzags et errements. Lorsque survint la réunification de la CGT, malheureusement, il ne s'agissait plus de forger l'unité dans la lutte mais de canaliser la nouvelle vague révolutionnaire de 1935-1936, de la détourner au profit du Front populaire et des intérêts de la bureaucratie stalinienne.



L'APRÈS-GUERRE ET LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE, UN PAS DE PLUS DANS LE SENS DE L'INTÉGRATION DES SYNDICATS

La bourgeoisie française dans sa grande majorité a su profiter largement de la période de la guerre et de l'Occupation. A l'ombre du gouvernement de Vichy, dont la raison d'être était la défense des intérêts de l'impérialisme allemand, celle-ci va continuer de s'enrichir. D'abord en bénéficiant des commandes de guerre allemandes qui vont lui permettre de tourner à plein régime dans les houillères ou la métallurgie et ensuite, en s'attaquant à la classe ouvrière. La devise « *Travail, famille, patrie* » convient parfaitement au patronat : dès novembre 1940, c'est l'interdiction des syndicats ouvriers dans les usines, c'est l'épuration des militants, le resserrement de la discipline. Les salaires sont bloqués et les prix s'envolent : de 1940 à 1944, l'indice des prix officiel est multiplié par 2,6, mais en fait la hausse est bien plus forte avec le rationnement et le marché noir. Le pouvoir d'achat des travailleurs chute de façon continue, au point de se situer en 1944 au niveau de celui des années 1860.

Si la bourgeoisie a continué à engranger des profits, par contre, la population est toujours rationnée au sortir de la guerre, et même pire puisque les rations quotidiennes sont abaissées en 1945. Quant aux logements et aux infrastructures détruites par les bombardements, ce sont essentiellement les travailleurs qui en subissent toutes les conséquences, comme l'inflation galopante qui se traduit par l'envolée des prix.

Dans une telle situation, de Gaulle comme toute la bourgeoisie d'alors, craint que le mécontentement ne débouche sur une explosion sociale, d'autant plus qu'il compte bien imposer encore d'autres sacrifices à la classe ouvrière. Comme l'écrivit un patron de Pont-à-Mousson en 1944 : « *Dans les milieux économiques que certains d'entre nous fréquentent, le fait d'avoir évité la révolution brutale par la force crée une sorte d'euphorie et la plupart de ces gens là croient au retour des anciens partis de gauche qui ne cassent rien... Il est possible que les choses se passent ainsi et qu'avec quelques mesures sociales générales tout puisse rester en place* ».

Ainsi, c'est cette pression du monde du travail qui va conduire l'Etat à prendre des mesures sociales pour éviter

l'explosion ouvrière et permettre de remettre en selle la bourgeoisie, et cela avec l'aide du PCF qui rentre au gouvernement et des syndicats qui vont s'intégrer alors davantage à l'Etat et à la marche de la société bourgeoise.

Pour la CGT, provisoirement réunifiée, le mot d'ordre est la « *bataille de la production* ». L'alliance Jouhaux et Frachon, tous les deux secrétaires généraux de la CGT, répond à l'alliance de la SFIO et du PCF au gouvernement. C'est l'union sacrée pour faire produire les travailleurs !

Désormais, plus question de revendiquer, il faut « *produire d'abord* » ! La CGT met des affiches « *retrouvons nos manches, ça ira encore mieux* » et s'oppose aux grèves qualifiées maintenant « *d'arme des trusts* ». Thorez déclare à un congrès de mineurs CGT : « *produire est la forme la plus élevée du devoir de classe* » ! Quant aux salaires qui reculent sans arrêt avec l'inflation, pas question de réclamer l'échelle mobile des salaires : la CGT se vante de pouvoir empêcher l'augmentation des prix... qui ne cesseront de s'envoler. Sur les salaires d'ailleurs, le ministre « communiste » affiche plus clairement dans quel camp il se situe : « *crevez les plafonds, travaillez davantage, voilà qui permettra d'augmenter vos salaires* » !



Pour relancer l'économie et reconstruire les infrastructures, l'Etat lance les nationalisations. La bourgeoisie est incapable de prendre en charge la reconstruction. Elle n'est là que pour en tirer les bénéfices les plus immédiats, pas

question pour elle d'investir à long terme. De plus, dans bien des usines, les patrons sont discrédités après leur enrichissement durant les années de guerre, et aussi l'encadrement. Là encore, c'est en s'appuyant sur la CGT que l'Etat va pouvoir redémarrer la machine à produire.

Ces fameuses nationalisations (Renault, SNECMA, EDF-GDF, Air France, Charbonnages de France...) se font avec une indemnisation plus que confortable des actionnaires. D'autant plus que les usines sont vétustes, la bourgeoisie n'ayant pas modernisé dans la période précédente. Les syndicats les présentent comme un acquis des travailleurs, une forme de contrôle, alors que là encore, même les tâches de direction resteront confiées aux hauts fonctionnaires au service de la bourgeoisie, quand ils n'en font pas directement partie comme Lefaucheur, patron de Renault. Enfin, côté conditions de travail, les entreprises nationalisées n'ont rien à envier aux autres. Les délégués CGT y jouent le rôle de contremaître, et les salaires y sont misérables. Ainsi, à Renault, le zèle des bureaucrates syndicaux, petits et grands, fait passer le plafond de production de 116 % à 150 % et plus, avec un accroissement catastrophique des accidents de travail.

Face au mécontentement de la classe ouvrière, l'Etat met en place un certain nombre de mesures sociales, et là encore en associant les syndicats. Ainsi, la Sécurité sociale et les caisses d'Allocations familiales se mettent en place en octobre 1945. Dans une situation de bas salaires, où ceux-ci ne permettent pas aux travailleurs de se soigner, l'Etat met en place un système de redistribution des revenus entre salariés. Il s'agit de parer au plus pressé, sans que la bourgeoisie ait à déboursier et cède sur la question des salaires. Au passage, le fonctionnement de ces organismes va offrir une multitude de postes de gestion aux appareils syndicaux.

La bourgeoisie va ainsi retourner les droits syndicaux, les droits démocratiques des salariés contre eux-mêmes. Les délégués du personnel, les comités d'entreprises créés en février 1945, deviennent la propriété des appareils, en particulier avec la loi sur le monopole

syndical, qui empêche tout salarié de se présenter au premier tour des élections professionnelles s'il n'a pas l'aval d'un syndicat représentatif et patenté.

Les comités d'entreprise, présentés comme instrument de « *contrôle ouvrier* », permettent en fait à la bourgeoisie d'associer les syndicats dans un cadre de collaboration de classe. Dans le décret de 1945, il est spécifié : « *l'autorité de la Direction sera maintenue intacte et, en même temps, par l'intermédiaire de ses représentants, le personnel pourra être étroitement associé à la marche générale de l'entreprise dans laquelle il travaille* ».

Ces droits démocratiques, comme l'élection des délégués du personnel

conçue après la grève de 36, la bourgeoisie a dû les céder par crainte de la classe ouvrière ou du moins sous sa pression. Mais, sans contrôle réel des salariés sur la marche de la société, sans la lutte jusqu'au bout pour l'application de ces droits et la défense de ses intérêts de classe, la bourgeoisie les retourne et les utilise à son profit. Il n'y a pas de collaboration honnête possible, la bourgeoisie mène en permanence la lutte de classe pour ses intérêts et ses profits.

La bourgeoisie, aidée par les appareils réformistes, va ainsi faire payer cher la reconstruction aux travailleurs. Les horaires hebdomadaires de travail sont en moyenne de 44 heures dans l'industrie, et peuvent aller jusqu'à 60 heures dans cer-

taines usines avec le travail du samedi et du dimanche. L'Etat fait marcher la planche à billet pour financer la reconstruction, faire tourner l'industrie de guerre (c'est le début des sales guerres coloniales) et rembourser les intérêts à la bourgeoisie. C'est la classe ouvrière qui paie par l'augmentation des prix. Sur les 6 derniers mois de 1947, les salaires augmentent de 19 % et les prix de 51 %. C'est cette situation qui entraînera la grève de 1947, obligeant la CGT à suivre le mouvement pour mieux le contrôler et préparant le départ des ministres du PCF du gouvernement au moment où, avec le début de la Guerre froide, la bourgeoisie n'aura plus besoin d'eux. L'essentiel était fait, rétablir l'autorité de l'Etat.

* * * * *

FORCE OUVRIERE, OU LA TENTATIVE DE CONSTRUIRE UN SYNDICAT POUR CONTRER LA CGT, EN S'APPUYANT SUR LA DIVISION CREEE PAR LE STALINISME

A l'issue de la 2^{ème} Guerre mondiale, dans la crainte de poussées révolutionnaires, l'impérialisme a partout associé les syndicats et les partis ouvriers à la reconstruction de l'économie capitaliste et des Etats bourgeois, sous la domination du plus puissant, l'Etat américain.

En France, cette politique a été menée à bien grâce au PC, associé au gouvernement, et à la CGT, syndicat hégémonique entièrement dominé par le PC.

Avec la guerre d'Indochine, on entre dans une période de « guerre froide » et c'en est fini de la coexistence pacifique et de l'Union sacrée. Mais en France, la bourgeoisie se trouve face à un problème : le PC, tout puissant à la sortie de la guerre (plus de 30% des voix) et son puissant appendice syndical peuvent être un obstacle à sa politique, d'autant qu'avec la reprise de la lutte ouverte entre les 2 blocs, leur allégeance ira inévitablement du côté de l'URSS.

Si l'impérialisme peut compter sur la fidélité sans faille du Parti socialiste, la SFIO, celle-ci n'a pas à son service un syndicat puissant capable de contrebalancer l'influence de la CGT, un syndicat tel qu'il en existe par exemple en Angleterre ou dans les pays nordiques.

Pour arriver à ses fins, la SFIO va s'appuyer sur la situation contradictoire dans laquelle se trouve la classe ouvrière.

Elle trouvera dans cette tâche l'appui intéressé de la bourgeoisie française et de l'impérialisme américain. Léon Blum ne participe-t-il pas lui-même directement aux USA à la préparation et la mise en place du plan Marshall ?

L'intervention de l'impérialisme se fera par l'intermédiaire de Irving Brown, dirigeant de l'AFL, le puissant syndicat américain, loyal serviteur de « son » impérialisme. C'est à travers lui que se fera la liaison dans la CISL, nouvelle internationale syndicale créée par l'impérialisme pour faire pièce à la FSM à la botte de l'URSS. C'est là que dirigeants de la SFIO et de la CGT, futurs organisateurs de FO, se retrouveront. Les premières années, FO sera soutenue, non seulement politiquement, mais financièrement par les fonds de l'AFL et ceux, plus secrets, de l'Etat américain.

Dès sa naissance, FO apparaît intégrée à l'Etat français. En 1945, la classe ouvrière, malgré l'apparente unité de la CGT et sa force — elle annonce 5 500 000 adhérents — est profondément divisée et désorientée. Les trahisons de 36, les souffrances inouïes et les privations de la guerre, la répression ont laissé leurs marques, de même que le visage de plus en plus repoussant que prend la dictature stalinienne en URSS.

Le régime anti-démocratique qu'imposent les staliniens dans la CGT, où quelques minorités révolutionnaires essaient de survivre localement, détournent les salariés de l'organisation syndicale. Le nombre important de syndiqués, surévalué par les bureaucrates, ne saurait faire illusion, les directions syndicales participant, par exemple, jusqu'aux années 50, à la distribution des bons d'alimentation. L'aspiration à un retour à la démocratie dans les syndicats est forte.

Dans ce contexte, certains travailleurs regardent du côté de la SFIO, espérant, après les souffrances de la guerre, une amélioration de la situation dans le cadre du capitalisme. Ce courant est puissant, largement majoritaire dans certaines fédérations comme les employés du public, les services, les hôpitaux ou la SNCF. C'est sur ces sentiments et ces courants que vont s'appuyer des dirigeants tels que Jouhaux, Bothereau ou Le Bourre pour mener leur entreprise de division. Et aussi sur la politique erronée de la CGT, passant d'un soutien actif de la politique de la bourgeoisie à l'organisation de grèves gauchistes et sans perspectives.

C'est la mise en place du plan Marshall qui va faire éclater la division. Alors que la direction communiste va s'y opposer violemment (après, il est vrai, un certain temps d'hésitation), les

« réformistes » vont s'en déclarer partisans et s'opposeront aux décisions de la confédération.

La formation de Force ouvrière aura lieu au décours de la montée des luttes de l'année 47. Harcelée par le patronat et les bureaucrates staliniens du syndicat qui l'incitent à travailler toujours plus pour gagner la bataille de la production et des salaires de misère, la classe ouvrière en a assez. Des grèves vont éclater. Dans les mines, chez Renault (à l'initiative des révolutionnaires de Voix Ouvrière, qui donnera naissance à Lutte Ouvrière). Alors que la CGT commence par mettre tout son poids contre ces grèves, les « réformistes » vont jouer le débordement et, aux côtés des révolutionnaires, vont les soutenir. Les grèves s'étendent et la CGT, craignant ce débordement, choisit de ne pas se couper de la classe ouvrière, et de ses propres militants, et appelle à l'extension. C'est ce qu'attendait Ramadier pour chasser les ministres PC du gouvernement.

Le PC, qui compte revenir vite aux affaires, et veut faire la preuve de sa présence indispensable au gouvernement, va laisser s'étendre des grèves de plus en plus nombreuses et adopter une attitude gauchiste qui va amener les travailleurs dans une impasse. Dès cette période, dévoilant leur jeu, les « réformistes » vont mettre tout leur poids contre les grèves et jouer les jaunes.

En novembre, les grèves culminent avec 2 millions de grévistes, des actions extrêmement violentes, un déraillement de train qui cause 43 morts et une féroce répression qui fait 3 morts ouvriers. La grève est un échec, la CGT se retrouve isolée et un profond mécontentement existe dans ses rangs parmi ceux qui jugent avec lucidité la dérive de leur syndicat.

Les « réformistes » s'appuyant sur ce mécontentement appellent à la création d'un nouveau syndicat « Force Ouvrière » qui sera officiellement créé en avril 48. Il regroupe au départ 300 000 adhérents, surtout parmi les employés, l'essentiel des forces ouvrières organisées restant à la CGT. Ce qui contredira la prévision d'un de ses fondateurs, Bothereau : « *c'est fatal, il ne restera à la CGT que les troupes qu'elle avait au*

moment de la CGTU. »

L'histoire de FO, depuis sa création jusqu'à la fin des années 60 se résume à un soutien à la politique de tous les gouvernements et, en général, à une opposition aux grèves. Présente dans tous les conseils d'administration des organismes de collaboration de classe : services publics, conseils d'administration, SNCF, Caisses de sécurité sociale, elle y sera, par la grâce de l'Etat, représentée largement au dessus de sa représentativité réelle, ce qui lui amènera d'importants subsides. Bien plus que de vivre des cotisations de ses adhérents, son intégration à l'appareil d'Etat lui permettra de se développer un peu.

Pendant ce syndicat a occupé, et continue d'une certaine façon, une place bien particulière sur l'échiquier syndical français. Même minoritaire, et peu implanté dans le secteur privé, il a gardé une base sociale surtout dans les services publics où il se présente comme le syndicat qui défend réellement, et s'en revendique, les intérêts corporatistes des travailleurs. Et, à la différence de la CGT, comme un syndicat apolitique et donc « indépendant » qui, s'il a peu participé aux grèves interprofessionnelles appelées par la CGT (refusant quasi systématiquement l'unité d'action avec ce syndicat), a su parfois appeler certains secteurs à des grèves partielles et limitées. D'ailleurs, le fait qu'il ait regroupé au départ certaines minorités révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes, et la liberté de tendance qui existe en son sein, a pu entraîner chez certains travailleurs, et même chez une organisation trotskiste comme l'OCI, de réelles illusions. Ce sont d'ailleurs ces minorités qui ont été à l'origine de deux grèves importantes, celle de la fonction publique en 1953 et celle de Saint-Nazaire en 1955.

Cela ne saurait changer la réalité d'un syndicat ouvertement de collaboration de classe, totalement intégré à l'appareil d'Etat.

Durant les guerres de libération nationale d'Indochine et d'Algérie, FO soutiendra la politique de la SFIO au gouvernement contre l'indépendance de ces peuples.

Peut-on dire que l'opération favorisée par la bourgeoisie à travers la créa-

tion de FO est une réussite ? Non, dans la mesure où ce syndicat est resté très minoritaire et n'a jamais pu contrebalancer réellement l'influence de la CGT. Cela s'explique par son implantation essentiellement dans certains secteurs de la Fonction Publique, n'ayant que très peu mordu sur la classe ouvrière du privé, mais surtout par son anticommunisme virulent, son refus de toute unité d'action avec la CGT ainsi que sa servilité vis-à-vis de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

A propos du soi-disant apolitisme de Force ouvrière, tous les travailleurs dégoûtés du suivisme de la CGT par rapport à la politique de la bureaucratie stalinienne et qui ont cru trouver en FO un syndicat plus indépendant pour défendre leurs intérêts, ont été amèrement trompés et ont vite dû déchanter : leur nouveau syndicat n'était, dès le départ, que l'organisation la plus intégrée à la politique de la bourgeoisie.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, d'indépendance du syndicat vis-à-vis des rapports politiques qui imprègnent toutes les relations sociales. Toutes les grandes déclamations d'apolitisme n'y peuvent rien changer !

Comme le disait Lénine dans son œuvre de 1902, *Que Faire ?* : « *le problème se pose uniquement ainsi : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une « troisième » idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais y avoir une idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise...* ».

A sa façon, malgré l'impasse de la politique stalinienne de la CGT, tout autant au service de la politique de la bourgeoisie, le maintien de l'essentiel des forces organisées de la classe ouvrière dans ce syndicat témoigne du sens de classe des salariés qui ont ainsi, d'une certaine façon, fait obstacle aux plans de l'impérialisme.

* * * * *

LA CFDT OU LES HABITS NEUFS DE LA COLLABORATION DE CLASSES

Entre l'approbation du plan Juppé sur la Sécurité sociale en 1995, le soutien sans réserve aux lois Aubry sur les 35 heures et maintenant la défense avec le Medef de la réforme de l'UNEDIC et du PARE, la CFDT mène une politique pro-patronale que ses dirigeants comme Nicole Notat défendent et légitiment.

C'est l'aboutissement de son évolution de syndicat réformiste se revendiquant d'une « collaboration honnête » avec le patronat, constitué pour contrebalancer l'influence de la CGT à la fin de la période d'expansion d'après-guerre, en trouvant une place entre elle et FO.

La CFDT est issue, en 1964, d'un vieux syndicat, la CFTC. La CFTC a été fondée en 1919 à l'initiative de la hiérarchie catholique et du patronat avec le but avoué de combattre le marxisme, « l'irréligion », et « l'antipatriotisme ». Face à la montée révolutionnaire et au développement des organisations ouvrières, il fallait créer une organisation rivale pour tenter de combattre l'influence des militants socialistes et communistes. Mais ce fut un échec et l'influence de ce syndicat « jaune » resta marginale pendant les grèves de 36 et jusqu'à la guerre. La CFTC prit alors position pour la Charte du travail du régime de Vichy, avant de se rallier à De Gaulle, ce qui lui permit d'obtenir une reconnaissance officielle à la Libération, à défaut d'une réelle influence.

Mais dans les années 60, après plusieurs années de croissance économique, le développement de la classe ouvrière ouvrait des possibilités de développement pour les syndicats. De nouvelles générations de jeunes ouvriers étaient embauchées dans l'industrie. Et vers la fin des années 60, commença à se poser le problème du rattrapage des salaires qui étaient loin d'avoir suivi le rythme de la croissance et celui des conditions de travail. Une partie des dirigeants de la CFTC ont voulu créer un syndicat qui puisse faire concurrence à la CGT. Mais avec l'image d'un syndicat jaune lié à l'Eglise et au patronat, il lui était difficile de se développer et de gagner en influence dans la classe ouvrière. Aussi ont-ils appelé à une « reconversion » de la CFTC. Devenus majoritaires, ils convoquèrent en 1964 un Congrès extra-

ordinaire. Une majorité vota à 70 % un nouveau nom, la CFDT, et de nouveaux statuts qui supprimaient toute référence à la morale chrétienne mais ce n'était pas pour reconnaître pour autant la lutte des classes. Car, de la CFTC à la CFDT, la collaboration de classe n'a pas disparu, même si le discours a changé.

La CFDT défendait alors l'idée d'une collaboration « honnête » entre les syndicats et l'Etat, revendiquant de pouvoir participer activement aux organismes officiels qui élaborent les plans économiques. Elle se revendiquait d'un réformisme moderne et régénéré, sur le modèle des appareils syndicaux américains. Loin de toute idée d'indépendance de classe, la CFDT cherchait à s'intégrer, à être reconnue comme un interlocuteur honnête du point de vue des patrons et de l'Etat. Et si, à cette époque, elle parlait des « sections syndicales d'entreprise » devant permettre de « contrôler l'économie » c'était dans l'esprit de ce que De Gaulle appelait alors l'« Association Capital-Travail ». Bref, avec un langage modernisé, toujours la même collaboration de classe qui abdique de toute indépendance de classe pour les travailleurs !

C'est la crise ouverte par Mai 68 qui a permis à la CFDT de se développer. Sans pour autant changer de politique, la CFDT a alors considérablement gauchi son langage... pour un temps seulement. En mai 68, elle est aux yeux de nombre de travailleurs, et notamment des jeunes, moins compromise dans le sabotage de la grève générale que la CGT, même si elle a participé à la signature des accords de Grenelle. Moins présente dans les entreprises elle n'est pas apparue comme la force syndicale ayant fait reprendre le travail.

Au contraire, les dirigeants de la CFDT ont alors essayé d'accroître leur implantation en faisant de la surenchère vis-à-vis de la CGT.

La CFDT a mis alors en avant des revendications radicales, d'autant plus radicales qu'elle n'était pas en position d'impulser ou de prendre la direction des grèves. Mais ce radicalisme lui a attiré la sympathie de nombre de jeunes travailleurs qui regardaient en même temps vers l'extrême-gauche. A

l'époque, la CFDT ne parlait plus de collaboration même « honnête » avec le patronat mais « d'autogestion ouvrière ». La formule restait volontairement floue et les dirigeants, comme Edmond Maire, avaient bien du mal à expliquer la continuité avec le syndicalisme chrétien d'avant 1964...

La CFDT n'hésitait pas non plus, alors, à prendre des positions politiques radicales qui faisaient échos aux idées défendues dans le mouvement de Mai 68, contre la guerre du Vietnam et pour un socialisme autogestionnaire. Ces dirigeants pouvaient, aussi, se permettre une attitude plus démocratique à l'égard des sections syndicales, bien plus démocratique en tout cas que la CGT, qui à l'époque, faisait la chasse aux militants révolutionnaires.

Ainsi, la volonté de la CFDT de se développer en s'appuyant sur la sympathie que rencontraient les idées révolutionnaires et sur le discrédit de la CGT, donnait à ses militants une certaine liberté. Parmi ces syndiqués, il y avait les militants chrétiens de gauche venant de la CFTC mais aussi des militants du PSU ou des militants d'extrême-gauche qui souvent n'avaient pas pu militer dans la CGT ou en avaient été exclus. Certains militants d'extrême-gauche ont pu espérer par leur présence faire évoluer la CFDT vers un syndicalisme de lutte de classe, mais le rapport de force était loin d'être suffisant pour une telle métamorphose, et il n'y avait de la part de l'appareil du syndicat que le calcul de capter et de capitaliser un peu de la sympathie pour les idées révolutionnaires aux dépens de la CGT. Aussi, le décalage s'est de plus en plus creusé entre les militants CFDT radicaux souvent sympathisants d'extrême-gauche et l'appareil du syndicat en train de se constituer, lié sur le plan politique au Parti socialiste dans sa lutte pour accéder au gouvernement.

La combativité, comme la démocratie affichées par les dirigeants de la CFDT, n'ont pas duré et ont vite laissé place à sa volonté d'apparaître comme un interlocuteur responsable usant des vieilles méthodes antidémocratiques des appareils syndicaux contre les militants radicaux. La fin des années 70 est marquée par l'exclusion de militants révolutionnaires ayant participé à des grèves.

Après les élections législatives de 78, un congrès annonça le « recentrage » de la CFDT, ce qui finit de dissiper les illusions sur la possibilité de la transformation d'un syndicat ouvertement réformiste en un syndicat de lutte de classe. Le recentrage c'était tout simplement l'abandon d'un langage trop marqué à gauche, justement après la défaite électorale de la gauche. Au nom de son indépendance, de l'apolitisme, la CFDT se réservait la possibilité de discuter, de collaborer avec le gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite. Et c'est ce qu'elle a fait depuis 20 ans.

Bien sûr, la CFDT a toujours postulé, en cas d'une victoire électorale de la gauche, au rôle d'interlocuteur privilégié des dirigeants socialistes, leur permettant ainsi d'avoir un autre interlocuteur que la CGT liée au PCF. Mais elle a aussi mon-

tré depuis, qu'elle savait être un interlocuteur privilégié pour un gouvernement de droite comme en 1995 avec le plan Juppé ! Et cela d'autant que les politiciens de gauche convertis au libéralisme ont mené au gouvernement la même politique que ceux de droite : une politique anti-ouvrière. Aussi la « collaboration honnête » avec les gouvernements de gauche comme de droite a abouti à la défense d'une politique pro-patronale, la CFDT acceptant de cautionner tous les reculs, toutes les attaques que le monde du travail subit depuis 20 ans !

Depuis 20 ans, c'est tout un appareil bureaucratique qui s'est développé sur cette base et qui a trouvé nombre de places et de postes à occuper à travers la participation à la gestion d'institutions étatiques comme la présidence des

conseils d'administration de la Sécurité sociale ou de l'UNEDIC. Cela donne un poids à cet appareil qui le rend insensible aux oppositions qui ont pu se manifester au sein de la CFDT contre ses prises de position les plus réactionnaires.

Bien sûr, la CFDT prétend mener cette politique au nom de la défense des intérêts des travailleurs, mais elle ne fait que répéter platement la vision patronale de l'économie. C'est ce que ses dirigeants appellent une conception nouvelle et moderne du syndicalisme, plus adaptée à la période, plus efficace que les vieilles idées de lutte de classes. Mais débarrassé de son langage pompeux, « moderne », le discours des dirigeants de la CFDT repose sur la vieille morale des dames patronnesses, respectueuses du patron et prônant la collaboration de classe.

* * * * *

VINGT ANS D'OFFENSIVE PATRONALE POUR RESTAURER LE TAUX DE PROFIT QUI LAISSENT LES SYNDICATS EXSANGUES

Depuis la fin des années soixante-dix, la bourgeoisie lutte pour faire payer sa crise à la classe ouvrière. Afin de restaurer son taux de profit, elle a remis en cause de façon systématique tous les acquis que le mouvement ouvrier avait réussi à lui arracher dans la période antérieure d'expansion capitaliste.

Alors que, dans cette période, les syndicats avaient pu « négocier » quelques miettes de l'embellie économique en

monnayant la combativité de la classe ouvrière, depuis le début de la crise, il n'y a plus pour eux de « grain à moudre » selon l'expression de Bergeron, ancien dirigeant de FO. De moins en moins organisations de lutte, les syndicats sont plus que jamais des « syndicats de proposition », selon l'expression de Thibault, dirigeant de la CGT, relais de la politique gouvernementale et patronale, opposés aux intérêts de la classe ouvrière.

En 1981, le Parti socialiste et le Parti communiste désarment la classe ouvrière et lui portent les premiers coups

C'est le gouvernement Mitterrand-Mauroy comprenant quatre ministres communistes qui, dans les années 1981-1984, a lancé l'offensive, forcé les premières brèches et commencé à désarmer politiquement la classe ouvrière. Le Parti socialiste expliquait alors que pour sortir de la crise, il fallait accepter les sacrifices, le blocage des salaires, les licenciements, tentant de convaincre que le salut de la classe ouvrière passait par la bonne santé des profits et Mitterrand se flattait

de « réconcilier le socialisme avec la Bourse ».

Les syndicats se sont alors fait le relais du gouvernement au sein de la classe ouvrière : ils en sont devenus les propagandistes zélés, ils ont joué les gendarmes en son sein et ont fait la chasse aux contestataires. Dans les années 80, tous les militants qui n'acceptaient pas de taire leurs critiques ont été écartés, de nombreux militants d'extrême-gauche en particulier ont été

exclus de la CGT et de la CFDT. Des sections syndicales et des syndicats entiers ont été « dissous », rayés de la carte par les confédérations, poussant de nombreux travailleurs écœurés et désorientés à se détourner des syndicats.

Cette période, difficile pour tous les travailleurs, a permis à la bourgeoisie d'organiser son offensive, utilisant sa propre crise, la pression du chômage et des licenciements dans sa lutte contre le mouvement ouvrier.

20 ans de lutte pour rétablir le taux de profit et briser les acquis du mouvement ouvrier

Dans le contexte de crise, la bourgeoisie avait besoin de reprendre tout ce qu'elle pouvait à la classe ouvrière, mais aussi de restructurer son industrie et de moderniser son appareil de production pour restaurer son taux de profit. Au début des années 80, c'est l'Etat qui allait le faire pour elle, prenant à sa charge les milliards d'investissements nécessaires et la responsabilité des plans de licenciements.

Dès son arrivée au pouvoir en 1981, le gouvernement Mitterrand lançait un plan de nationalisations qui comprenait non seulement des banques mais cinq des plus grands groupes industriels français : Thomson-Brandt, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlman et la CGE. Présentées comme des mesures de « gauche », ces « nationalisations » répondaient en fait

aux besoins de la bourgeoisie. Après l'avoir largement indemnisée (la bourgeoisie a récupéré 40 milliards de francs qu'elle a injectés dans la spéculation ou dans d'autres secteurs plus rentables), l'Etat allait investir 175 milliards de 1981 à 1985 pour moderniser l'industrie. Et c'est le gouvernement Mitterrand qui s'est chargé des dizaines de milliers de licenciements liés aux restructurations dans la sidérurgie, la construction navale ou l'automobile. Une fois les groupes nationalisés redevenus rentables, l'Etat les a offerts à la bourgeoisie en les privatisant à bas prix de 1986 jusqu'à aujourd'hui.

Les directions syndicales, mises au pied du mur et prises à leur propre piège, justifiaient tout, mettaient tout leur poids pour empêcher toute véritable résistance et sont même allées

jusqu'à fournir les hommes pour appliquer directement la politique du patronat : c'est un ancien dirigeant de la CFDT, Chêrèque, qui a été chargé en Lorraine du « plan acier » de 25 000 suppressions d'emplois avant de devenir ministre délégué « chargé des reconversions industrielles » dans le gouvernement Rocard, de 88 à 91.

Tout mouvement de protestation ou de grève se trouvait en butte non seulement au gouvernement mais aux directions des syndicats. Seule FO, minoritaire, a pu dans certaines occasions se donner à bon compte un air indépendant du pouvoir : en 1982, elle a été la seule à protester contre le blocage des salaires.

Face à cela, de nombreux militants syndicaux éprouvaient un sentiment d'impuissance, de trahison et se décourageaient, les adhérents désertaient les syndicats.

La bourgeoisie utilise la pression de sa crise

Dès lors, les gouvernements qui se sont succédés ont tout fait pour permettre aux patrons de baisser le coût de la force

de travail en augmentant sa productivité, s'appuyant sur la pression du chômage. Tous les ans, des centaines de

milliards ont été injectés dans l'économie sous forme de subventions à l'embauche, de réductions de charges, tout en pour-

suivant une politique systématique de déréglementation du travail. De 1980 à 1998, la productivité a augmenté de 55 % tandis que les investissements privés n'ont progressé que de quelques pour cent.

Cela s'est fait au prix d'attaques en règle contre le monde du travail. A la faveur du chômage, les gouvernements ont imposé une multitude de contrats précaires, TUC, CES, emplois jeunes... tandis que dans l'industrie, l'intérim, les CDD et les temps partiels imposés, ont explosé. La part des salaires n'a cessé de baisser : un salarié sur dix touche aujourd'hui

d'hui moins de 3 600 F par mois, un sur six moins de 4 900 F. Une nouvelle catégorie de travailleurs est apparue : les « travailleurs pauvres ». Quant aux travailleurs réduits au chômage, ils perçoivent de moins en moins d'indemnités et ceux privés de tous droits à la suite de radiations sont de plus en plus nombreux.

Dans le même temps, les gouvernements se sont attaqués aux services publics. Qu'il s'agisse du démantèlement des PTT avec la privatisation des Télécom, des suppressions de postes à la SNCF, ou des attaques contre les hôpi-

taux et la santé publique à travers les dizaines de milliers de fermetures de lits, des attaques contre la Sécurité sociale avec l'introduction en 1982 du forfait hospitalier (par le ministre communiste Ralite), des déremboursements successifs... il s'est agi depuis 20 ans de diminuer la part des richesses qui revient à la classe ouvrière. Quant aux retraites, les attaques n'ont pas cessé depuis le livre blanc de Rocard jusqu'au rapport Charpin en passant par l'allongement des cotisations des salariés du privé par Balladur en 93 et les tentatives de Juppé dans la Fonction publique en 95.

Discrédités par leur soutien à la politique du gouvernement, les syndicats restent en marge quand une fraction de la classe ouvrière essaie de reprendre l'offensive

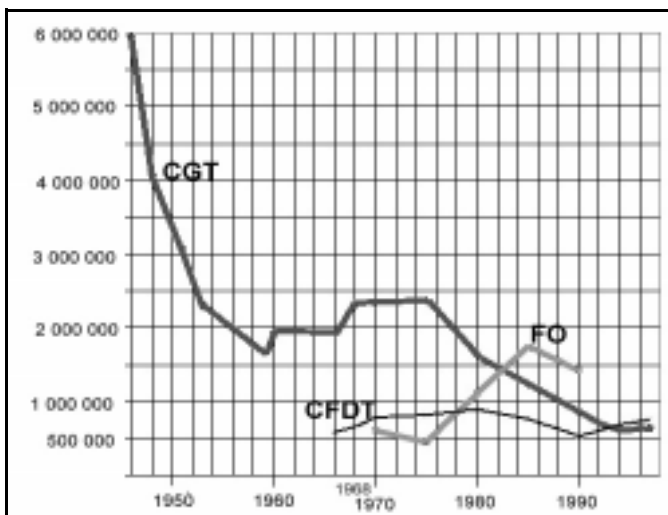
La politique menée par les partis de gauche au gouvernement a affaibli le mouvement ouvrier, les syndicats, particulièrement la CGT, se sont vidés : alors que 23,1 % des salariés étaient syndiqués en 1973, ils n'étaient plus que 12,3 % en 1988.

Aussi, quand la grève a éclaté à la SNCF à Noël 1986, puis dans les hôpitaux en septembre 1988, cela s'est fait en marge des syndicats et les grévistes se sont organisés nationalement en « coordinations », se donnant leurs propres organes pour diriger leur mouvement. Même si le caractère corporatiste de ces coordinations marquait leur limite, ces grèves ont représenté un tournant : elles posaient largement, pour la première fois depuis 1981, le problème des salaires (les cheminots demandaient 700 F, les infirmières 2000 F). Les syndi-

cats, impuissants, sont restés en marge de ces mouvements nés contre leur volonté et ils ne sont pas parvenus à en prendre la direction.

Dans les années qui ont suivi, ils ont continué à se vider, passant à 9,1 % de salariés syndiqués en 1995 et moins de 8 % aujourd'hui. Mais, face aux attaques qui redoublaient, le mouvement ouvrier a repris l'offensive. En décembre 1995, des dizaines de milliers de travailleurs de la Fonction publique, « tous ensemble » dans la

rue, ont fait échec au plan d'augmentation des cotisations retraite des fonctionnaires et à l'alignement sur les 40 ans de cotisation du privé, provoquant une crise politique.



Engagées dans un « syndicalisme de proposition », les grandes centrales syndicales repoussent les travailleurs

Malgré la volonté des directions syndicales de ne pas donner d'objectif réel au mouvement, des milliers de travailleurs ont repris goût à la lutte et à l'organisation en décembre 95. Dans les mois qui suivent, des anciens militants et des jeunes regardant vers les organisations syndicales, des militants qui se sont détournés du Parti communiste espèrent pouvoir trouver leur place à la CGT dans le combat syndical.

Mais la direction de la CGT s'em-

ploie à effacer décembre 95 pour plier le syndicat au soutien au gouvernement. Le 46^{ème} congrès, en février 99, va en être la théorisation imagée par la poignée de main entre Thibaut et Notat qui s'était fait expulser des manifestations de 95.

La « nouvelle orientation » de la CGT s'inscrit dans un contexte d'offensive patronale et d'une remise en cause, à travers l'application de la loi Aubry, de tout ce qui reste d'acquis sociaux

dans les entreprises. Soucieuse, comme tous les autres syndicats, d'être reconnue comme un « partenaire social » responsable, la CGT va faire pression sur les militants isolés et désarmés pour qu'ils aillent « négocier » avec leurs directions... et signer. Des milliers de syndicalistes vont ainsi se retrouver pris au piège de la signature, validant contre eux-mêmes et les travailleurs les attaques du patronat.

* * * * *

LES SYNDICATS À L'ÉPOQUE DU LIBÉRALISME IMPÉRIALISTE

En 1940, Trotsky, dans un texte intitulé *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, analysait la situation du mouvement syndical dans le monde et énonçait les tâches que cela impliquait pour les militants révolutionnaires. La 2^{ème} Guerre mondiale venait de commencer, à l'issue d'une décennie qui avait vu le fascisme s'installer en Allemagne, la classe ouvrière espagnole être battue après trois années de guerre civile, la classe ouvrière française reculer, après les grèves de juin 1936 jusqu'à se retrouver enrôlée dans une nouvelle guerre. Dans le monde entier, les organisations syndicales sont profondément bouleversées, impuissantes, voire directement intégrées à l'appareil d'Etat. Pour Trotsky, « il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat. Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats ».

Ces conditions sociales communes, c'est qu'« à un certain degré de l'intensification des contradictions de classes dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformatrice [...] que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. [...] Le capitalisme monopolisateur [...] exige de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes ».

Cela explique que tous les syndicats, au moment où l'exacerbation des contra-

dictions de classes et des antagonismes entre nations débouchent sur un nouveau conflit mondial, soient atteints de la même façon. Ils « ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. »

Mais cela n'implique pas que les révolutionnaires doivent renoncer au travail syndical, bien au contraire. Car si les syndicats sont poussés à « servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution », ils peuvent également « devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. [...] Impossible est en effet l'existence de syndicats réformatrices indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. [...]

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'appareil d'Etat, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste, comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière ».

Dans ces conditions, les tâches que Trotsky assigne aux militants révolu-

tionnaires se résument en deux mots d'ordre. Le premier est celui de la lutte pour l'« indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste », c'est-à-dire de la « lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière ». Le second est celui de « la démocratie dans les syndicats ».

Mais, pour Trotsky, « des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement au sein d'une même organisation de masse, ne peuvent plus exister longtemps. [...] Tout comme il est impossible de revenir à l'Etat démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leur rapport avec l'Etat bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles, que par une direction complètement révolutionnaire qui est la direction de la IV^{ème} Internationale. Cette direction, naturellement, peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IV^{ème} Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible. »

Au moment où les syndicats sont intégrés à l'Etat fasciste en Allemagne et en Italie, où Franco est au pouvoir en Espagne, où, dans les nations « démocratiques » en guerre, il est hors de question de s'opposer à l'Etat, au moment où le sort du monde se résume à l'alternative socialisme ou barbarie, les conditions de militantisme rendent le retour à la « vieille démocratie ouvrière » impossible. Et du même coup, illusoire et inopérant un tel mot d'ordre. La seule perspective militante raisonnable pour les syndicats, en dehors de la soumission aux Etats impérialistes, c'est celle de donner une issue révolutionnaire à la crise mondiale qui s'exprime dans la guerre.

La « refondation sociale », nouvelle étape du processus d'intégration des syndicats

60 ans plus tard, les conditions économiques, sociales et politiques ont profondément changé, mais le problème du travail syndical se pose d'une façon tout aussi cruciale pour les militants révolutionnaires. A son dernier congrès, en 1998, Thibault, en affirmant sa volonté de s'engager pleinement vers un syndicalisme de "proposition", annonçait officiellement que la période au cours de laquelle la CGT pouvait se permettre de dénoncer les offensives patronales sur des positions de classe, plus ou moins claires, était révolue. C'était l'annonce de la fin du radicalisme de la CGT, même limité aux discours des "journées d'action".

Mais gouvernement et patrons ne se contentent pas de paroles, il leur faut des actes. Dans le cadre de la loi sur les 35 heures, Aubry a remis en cause la règle qui veut que la signature d'un accord par un seul syndicat, même très minoritaire, engage légalement l'ensemble des salariés d'une branche ou d'une entreprise, à condition qu'il soit "représentatif". Dans le cadre des lois Aubry, pour qu'un accord soit valable, il faut la signature de plusieurs syndicats, représentant une majorité de travailleurs. Cela a mis, dans la majorité des cas, la CGT dans l'obliga-

tion ou de signer, ou de s'opposer au gouvernement. Elle a pratiquement toujours choisi de signer et du même coup, de se mouiller pour justifier sa signature. De cette façon, Aubry a mis la CGT en demeure, non seulement de ne rien organiser contre la mise en place des lois sur les "35 heures", non seulement de ne rien dire contre, mais bien plus, de s'impliquer pour aider le gouvernement à convaincre les travailleurs de leurs "bienfaits".

De la même façon que la CGT a servi de courroie de transmission au gouvernement pour faire avaler la potion des 35 heures à la classe ouvrière, la CFDT mène la danse de la "refondation sociale" pour le compte du patronat. Cette offensive menée par le Medef est l'occasion d'achever le processus de mise au pas. Pour la direction de la CFDT, il n'y a pas d'exploités et d'exploiteurs, il n'y a que des "partenaires sociaux" discutant entre gens responsables et de bonne compagnie de la meilleure façon de gérer les "ressources humaines" de la nation. La CGT participe aux discussions au même titre que la CFDT - et donc en reconnaît le cadre et la légitimité -, sans prendre ouvertement fait et cause pour

le projet des patrons. Mais sa marge de manœuvre est tellement étroite, que pour tenter de se dédouaner des conclusions qui la démasquent trop, elle en est réduite à en appeler à l'intervention de l'Etat.

Cette situation n'est pas le fait de choix délibérés des syndicats. Elle est le produit de leur évolution dans une situation où non seulement il n'y a plus de "grain à moudre" pour des négociations qui auraient pour but l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière, mais où patrons et gouvernement mènent une attaque d'envergure pour reprendre aux travailleurs les fruits des luttes menées dans des périodes où le rapport de forces était totalement différent. Vidés de leurs adhérents, réduits à leurs appareils, ils se retrouvent contraints, pour continuer à exister, d'aller "négocier" sur le terrain des patrons, et ce faisant, de les aider à arracher aux travailleurs le peu de droits qu'ils n'ont pas encore perdus en un quart de siècle de crise.

La seule alternative possible face à cette soumission sans condition des directions syndicales aux volontés du patronat, reste dans la mise en avant d'une politique sur des positions de classe claires, révolutionnaires.

En faisant payer la crise à l'ensemble de la classe ouvrière, la bourgeoisie a créé les conditions d'un renouveau du mouvement syndical et modifié les conditions du travail militant

Résultat de 20 ans d'attaques des patrons et des gouvernements, les syndicats sont de plus en plus désertés par les travailleurs. La CGT a fait l'essentiel des frais de cette baisse, ses effectifs ayant fondu des deux tiers sur la période, passant de 1 500 000 syndiqués en 1980 à un peu plus de 500 000 actuellement, l'équivalent des effectifs de la CFDT et de FO. Pendant les années de crise, la bourgeoisie s'en est prise à toutes les catégories de salariés, y compris à celles qui pouvaient se considérer comme protégées, celles qui avaient su imposer, à travers leurs syndicats, en particulier la CGT, à la bourgeoisie qu'elle leur assure un certain niveau de vie. En même temps qu'elle était menacée directement par la bourgeoisie, cette "aristocratie ouvrière" découvrait que son syndicat

- la CGT -, et son parti, - le PC au gouvernement ou le soutenant -, participaient aux attaques. Il en a résulté une profonde démoralisation, qui s'est traduite par l'effondrement des effectifs de la CGT et du PC.

Une des conséquences, c'est que les syndicats ne sont plus en mesure d'exercer leur police morale, quelle soit stalinienne ou réformiste, sur les travailleurs. Cela ne veut pas dire qu'il soit plus facile d'y militer pour les révolutionnaires. Les syndicats se sont totalement déconsidérés auprès des travailleurs. Pourtant, dans les discussions de tous les jours, quand des luttes éclatent, beaucoup montrent qu'ils sont profondément conscients de la nécessité de s'organiser. Mais ils ne sont pas prêts à s'engager dans des organisations dont

ils ont pu vérifier depuis des années l'inefficacité, quand ce ne sont pas les trahisons. Et il est très difficile pour les militants révolutionnaires de les persuader de venir disputer avec eux la direction à des appareils réduits à leur plus simple expression, mais qui, en détenant les moyens légaux d'expression syndicale, sont en mesure de paralyser leur travail.

Cela modifie profondément les conditions du travail militant. Les syndicats sont à reconstruire, mais dans un contexte politique dans lequel il est possible de militer au grand jour. Si aucune organisation ne peut actuellement se prévaloir de ses états de service pour revendiquer une quelconque direction, les militants d'extrême-gauche ont la sympathie de beaucoup de travailleurs. Et, sous la pression des événements, les travail-

leurs trouvent le chemin des luttes, malgré ou contre la volonté syndicale. C'est au travers de discussions sur leurs problèmes, pour élaborer leurs revendica-

tions, pour organiser leurs luttes que les travailleurs construiront les organisations dont ils ont besoin. Cela remet à l'ordre du jour le mot d'ordre de la

“ *vieille démocratie ouvrière* ” comme seule alternative politique raisonnable à la dictature destructrice du capital.

La classe ouvrière, débarrassée de ses illusions, retrouve les chemins de la lutte

Les attaques incessantes de la bourgeoisie ont fait reculer la classe ouvrière, mais en même temps elles ont sapé ses illusions et fait disparaître une série d'obstacles qui la maintenaient dans la dépendance morale et politique à l'égard de la gauche au gouvernement. Le virage est apparu au grand jour en 95, avec le résultat d'Arlette Laguiller aux élections présidentielles, mais aussi avec le vaste mouvement de la fonction publique contre le “ plan Juppé ” en 1995. Depuis, des séries de luttes se sont déclenchées un peu partout, avec des ampleurs plus ou moins importantes. Certaines se sont limitées à une entreprise, d'autres se sont étendues à des secteurs entiers, comme le mouvement des chauffeurs routiers, celui des agents des impôts, ou encore le mouvement des enseignants contre les réformes Allègre.

Ces mouvements se sont déclenchés parce que les travailleurs, et parmi eux de nombreux jeunes, ont pris conscience qu'il n'y a pas d'autre issue. Ils se déroulent contre la volonté des directions syndicales qui sont mises devant le fait accompli et n'ont pas d'autre ressource que de s'associer en paroles, se gardant bien de faire quoi que ce soit qui puisse leur

donner les moyens d'aboutir, encore moins de se développer. Parfois, elles ont été contraintes de mener des négociations avec les patrons et le gouvernement, sous la pression et le contrôle des travailleurs en lutte, comme cela s'est produit pendant la récente grève des transporteurs de fonds.

Mais un mouvement a besoin d'organisation et les travailleurs cherchent à se donner les moyens de la lutte, utilisant les sections syndicales d'entreprise, les assemblées générales de grévistes, créant des “ coordinations ” pour fédérer le mouvement. Ils ont pu mesurer les limites de ces modes d'organisation, et cela ne fait qu'accentuer leur colère face à l'inaction des syndicats nationaux dont ils considèrent que ce devrait être le rôle d'organiser une riposte à la mesure des attaques.

Ces luttes pour des problèmes économiques débouchent sur des crises politiques. “ Décembre 95 ” s'est traduit par la dissolution de l'Assemblée nationale et le départ de Juppé, les mouvements des diverses catégories de fonctionnaires pour la défense de leur statut ont entraîné le limogeage de trois ministres. L'été dernier, dans des entre-

prises de petite taille, comme Cellatex, les travailleurs acculés à la lutte par la fermeture de l'entreprise, ont négocié les conditions de leurs licenciements en occupant l'usine et en menaçant de la faire exploser. Ils ont été pris très au sérieux, au point de contraindre tous les hommes politiques à prendre position. Dans la situation économique actuelle, la moindre revendication, qu'elle soit économique ou vise à la défense de quelque droit, se heurte de front à la politique des patrons et du gouvernement.

En d'autres termes, dès que les travailleurs énoncent la moindre revendication, cette revendication devient politique. Le terrain social est devenu le terrain politique, et c'est dans ce cadre que les révolutionnaires doivent envisager leur travail militant au sein des syndicats. Il n'y a pas deux façons de militer, une syndicale, une politique. Les tensions sociales qui s'expriment chaque jour alimentent la volonté de résister, et le rôle des révolutionnaires est d'accompagner ces évolutions de conscience, de saisir toutes les occasions pour formuler ces prises de conscience en termes politiques, afin qu'elles puissent s'exprimer dans les actes.

* * * * *

QUELLE RECOMPOSITION SYNDICALE ? LES PIÈGES DE LA DIVISION ET DE LA CONCURRENCE

Depuis quelques années, le paysage syndical est bouleversé par l'apparition de nouvelles organisations, comme Sud et le Groupe des Dix. L'émergence de ces nouveaux cadres militants est à coup sûr le résultat du rejet, par les militants et les salariés, de l'adaptation des vieilles centrales syndicales, en particulier de la CFDT, à la politique du patronat et du gouvernement, mais résout-elle pour autant le problème posé

aux militants ouvriers par les difficultés à organiser les travailleurs pour la défense de leurs intérêts économiques ? La réponse n'est pas simple, et la création de nouveaux syndicats, dans les appareils desquels les révolutionnaires peuvent occuper des postes de responsabilité, sans nécessairement avoir la base pour le faire, comporte de nombreux pièges.

Une recomposition syndicale de quelle nature ?

Les dernières élections professionnelles à la Poste et à France Télécom ont confirmé l'influence qu'y a conquis le syndicat Sud, devenu la deuxième organisation syndicale, derrière la CGT, à la Poste. A l'origine limités aux secteurs de la Poste et des banques, où des sections CFDT avaient été exclues par la Confédération pour leur attitude pendant les grèves de 1988, les syndicats Sud (Sud-CRC dans les hôpitaux), se sont multipliés, à partir des grèves de novembre-décembre 1995. La création de syndicats Sud n'a plus été alors la réponse à l'exclusion de sections syndicales par la confédération CFDT, mais un choix volontaire de militants opposés à la ligne Notat, favorable au plan Juppé, qui a été massivement désavouée par les syndiqués et les travailleurs eux-mêmes. C'est le cas de Sud-Rail, chez les cheminots, apparu en janvier et février 1996 à Paris-Est, Rouen et Paris Saint-Lazare. La

création de nouveaux Sud ou le renforcement de ceux déjà existants, a reçu une nouvelle impulsion après chaque épisode de la capitulation des syndicats devant le patronat ou les directions de leur secteur : signature des accords sur les 35 heures à la SNCF ou au Crédit Agricole (Sud, présent dès 1997, s'est renforcé à ce moment-là), ou dans les autres banques après la signature de la nouvelle Convention collective imposée par l'AFB. Sud existe également dans des secteurs traditionnellement peu syndiqués, comme le commerce, animé le plus souvent par de jeunes militants.

Parallèlement à leur intégration dans le groupe des Dix, une union syndicale regroupant à l'origine des syndicats autonomes par rapport aux grandes confédérations (comme la FGAC à la SNCF, partie depuis), les Sud ont parfois été amenés à fusionner avec ces

derniers, quand ils le voulaient. A Air France, Sud-aérien a été grossi du syndicat national des personnels d'Air Inter (SNPIT) peu de temps avant la fusion Air France-Air Inter.

Plus que d'une recomposition qui aurait été entraînée par un afflux massif de travailleurs cherchant à s'organiser dans d'autres cadres que ceux des vieilles centrales syndicales, il s'agit plutôt d'une conséquence de la décomposition de la CFDT. Les syndicats Sud sont importants et influents là où existaient de longue date des sections CFDT opposées au recentrage de la confédération opéré à la fin des années 70, mais le choix volontariste de créer de nouvelles sections Sud conduit le plus souvent à donner naissance, dans un contexte général où les travailleurs n'affluent pas vers l'organisation syndicale, à des syndicats minoritaires.

Le risque de conquérir des positions sans base

La création de nouveaux syndicats semble à première vue pleine d'avantages. Au lieu de s'échiner à mener un combat incessant pour affirmer une politique qui corresponde aux intérêts des travailleurs de l'entreprise, face aux pressions des appareils des vieilles confédérations, les militants révolutionnaires ont les coudées franches pour exprimer un point de vue radical et ils peuvent sans difficulté occuper des postes de responsabilité qui leur offrent des possibilités plus grandes de militer. Qui plus est, les syndicats Sud étant de création récente,

ils sont beaucoup moins que les autres intégrés au jeu institutionnel, moins soumis aux pressions, et donc souvent plus radicaux et plus démocratiques.

Mais il y a un piège dans le fait d'occuper des positions sans une base suffisamment solide, de travailleurs gagnés à un syndicalisme de lutte de classe. Le risque pour les militants révolutionnaires est de se faire absorber par les tâches de construction d'un appareil, soucieux de s'affirmer face aux appareils existants. Sans aucun doute dans l'objectif de peser sur les autres

confédérations et de les empêcher de trahir les intérêts des travailleurs, mais la préoccupation de s'auto-construire - ne serait-ce qu'en gagnant son droit à l'existence, la bataille de la représentativité - peut conduire, indépendamment même de sa propre volonté, à épouser les intérêts d'un appareil qui se satisfait d'affirmer une politique plus radicale que les autres, et d'abdiquer du combat nécessaire à mener pour l'unité des forces militantes de la classe des salariés.

Agir en permanence pour l'unité des forces militantes de la classe des salariés

Cette difficulté ne peut être surmontée que dans le combat pour construire un parti dont - pour reprendre la formule

de Marx dans le Manifeste - " *les intérêts ne sont pas distincts des intérêts du prolétariat tout entier* ". Renoncer à

cette nécessité et se limiter à construire des organisations comme Sud, Attac ou AC !, parce que celles-ci seraient plus

radicales que les organisations existantes, nous amènerait à rester prisonniers de leurs limites réformistes et nous rendrait incapables de mener le combat pour la défense des intérêts des travailleurs, combat qui exige la remise en cause de la propriété privée bourgeoise.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'une part que les révolutionnaires aient

une expression politique dans leur entreprise, d'autre part qu'ils travaillent en permanence à favoriser l'auto-organisation des travailleurs, la démocratie directe, leur intervention (en groupe informel) sur la base de leur service ou de leur atelier, en comité de grève pour des luttes plus générales.

C'est une condition essentielle pour

que, quels que soient le syndicat ou l'association dans lesquels nous militons, quels que soient les positions et postes de responsabilité que nous y occupions, nous puissions surmonter les barrières créées par la concurrence entre les différents appareils syndicaux, et la méfiance des travailleurs dans l'organisation en général.

* * * * *

LA POLITIQUE DES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES ENTREPRISES ET LES SYNDICATS, FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE POUR DÉFENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

L'activité des révolutionnaires dans les syndicats se heurte à une apparente contradiction : comment combiner l'action dans des structures qui interviennent le plus souvent sur les revendications immédiates des salariés, avec la nécessité de mettre en avant les idées de la révolution sociale ? Difficulté aggravée par le fait que les directions syndicales mènent depuis des années une politique qui se borne à négocier avec le patronat et le gouvernement l'ampleur des reculs qu'ils imposent aux travailleurs, ce qui a détourné bon nombre d'entre eux

de l'activité syndicale et a renforcé leur méfiance dans la capacité à s'organiser et à peser sur la vie sociale.

Le courant trotskiste, continuateur de la politique des marxistes révolutionnaires, a toujours défendu, notamment face au courant anarchiste, la nécessité de combiner l'activité syndicale et l'activité politique. Mais le poids des appareils réformistes et stalinien, les difficultés rencontrées pour organiser les travailleurs ont rendu très difficile la mise en œuvre de cette politique.

La difficulté à combiner activité syndicale et activité politique, héritage de la période précédente

La difficulté essentielle à laquelle les militants trotskystes se sont heurtés dans les années passées, c'était la nécessité de défendre les idées révolutionnaires alors qu'ils étaient très minoritaires dans la classe ouvrière où les stalinien et les réformistes leur faisaient un barrage quelquefois physique. L'absence de démocratie dans les syndicats, la marginalisation des révolutionnaires rendaient particulièrement difficile leur intervention politique. Toute apparition politique publique mettait en alerte les appareils syndicaux qui n'avaient cessé d'isoler ou d'exclure les militants révolutionnaires. Cette apparition publique, absolument nécessaire, rendait leur activité syndicale plus difficile, ce qui n'était pas sans conséquence. Théoriser cette mise à l'écart forcée des syndicats et des responsabilités syndicales et la considérer comme une garantie contre les pressions réformistes est à la fois erroné et illusoire. Si elle n'est pas enracinée dans les luttes quotidiennes de la classe ouvrière, menées le plus souvent à travers les structures syndicales, l'intervention poli-

tique risque de prendre un aspect purement propagandiste, et de se trouver en décalage avec l'activité réelle, les pré-occupations des travailleurs de l'entreprise et des militants eux-mêmes.

Tenter d'éviter cet écueil en abandonnant toute apparition politique publique n'a pas permis, bien au contraire, de résoudre mieux le problème. Certes, cela rend l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats bien plus aisée, mais sans opinion publique ouvrière pouvant trancher les débats, l'activité des révolutionnaires est forcément limitée. Le danger d'adaptation aux pressions de l'appareil syndical est d'autant plus grand que les militants ne s'adressent pas largement aux travailleurs et cantonnent leur intervention aux seuls cadres syndicaux. Les espoirs de faire évoluer ces appareils dans le sens de "*syndicats de lutte de classe*" se sont révélés illusoire et ont cantonné l'essentiel de l'activité des révolutionnaires aux seuls cadres syndicaux.

La difficulté pour les militants révolutionnaires, c'est donc de conjuguer

l'intervention politique et syndicale dans un même combat. L'activité syndicale ne peut avoir de sens que si elle s'insère dans un combat plus général, que si elle est sous-tendue par la volonté de changer la société, la nécessité d'organiser les travailleurs et de les armer pour qu'ils puissent mener leurs luttes jusqu'au bout. Combiner aujourd'hui l'activité syndicale et l'intervention politique est d'autant plus nécessaire que les problèmes quotidiens qui se posent aux travailleurs sont des problèmes politiques qui mettent en cause la politique du patronat et du gouvernement, la répartition des richesses produites et donc le contrôle des salariés sur l'activité économique et sociale. La perte des illusions dans la capacité du capitalisme à améliorer le sort des salariés, le ralliement ouvert des partis de gauche à la défense d'une politique libérale font que l'intervention des révolutionnaires rencontre plus d'échos et qu'une fraction des travailleurs se reconnaît dans notre combat et dans nos idées.

La lutte des révolutionnaires pour l'indépendance des syndicats...

Face à la dépendance croissante des directions syndicales à l'égard du patronat, la lutte pour l'indépendance des syndicats vis-à-vis du patronat, du gouvernement et des partis gouvernementaux, est donc le premier combat des révolutionnaires et la condition nécessaire à l'établissement d'une vie démocratique dans le syndicat pour y défendre les droits et les intérêts des salariés. Cela s'est traduit

récemment par la nécessité pour les révolutionnaires de dénoncer la loi Aubry dont tous les syndicats à un degré ou à un autre se sont faits les défenseurs. Cela passait par exemple dans les syndicats enseignants par la lutte contre la politique de capitulation des dirigeants des syndicats de la FSU, qui ont voté en faveur de la réforme des lycées professionnels contre laquelle les ensei-

gnants s'étaient battus pendant plusieurs semaines. C'est aujourd'hui se battre pour dénoncer les projets de "refondation sociale", la signature du Pare par la CFDT ou le refus des dirigeants de FO et de la CGT d'engager une lutte sérieuse contre ses conséquences pour ne pas gêner le gouvernement.

... et pour leur propre liberté de parole et d'action

La lutte pour l'indépendance des syndicats à l'égard des partis politiques est une préoccupation d'autant plus forte que pendant des dizaines d'années, le principal syndicat de ce pays, la CGT, a été inféodé au Parti communiste. Certains, en premier lieu le courant anarcho-syndicaliste, dénoncent cette mainmise et théorisent le fait que le syndicat ne doit pas être la "courroie de transmission" des organisations politiques.

Au nom de cela, les militants révolutionnaires ne devraient-ils plus défendre leur politique dans les syndicats, devraient-ils renoncer à une action concertée, abandonner toute politique de "fraction syndicale" ? Au nom de l'indépendance syndicale, une telle attitude reviendrait à renoncer à intervenir en tant que fraction révolutionnaire dans les syndicats, à se trouver désarmés face à la pression des appareils, qui eux, ne sont ni indépendants des partis gouvernementaux, ni des gouvernements, ni du patronat et sont leur "courroie de transmission" dans la classe ouvrière !

Ce qu'il y avait d'erroné dans la mainmise du PC sur la CGT, ce n'était pas que des militants y défendent une politique, c'est qu'ils y défendaient une politique réformiste. Pendant toute la période de l'Union de la gauche, les luttes ont été contenues pour ne pas gêner les succès électoraux de la gauche ou la politique anti-ouvrière du gouvernement auquel participaient des ministres communistes. Cette politique se heurtant aux intérêts des travailleurs, toute discussion interne était étouffée et tous les débats verrouillés.

Et si aujourd'hui, cette mainmise de l'appareil du PC est beaucoup moins forte et si cela ouvre des espaces de discussion qui n'existaient pas auparavant, la lutte pour la démocratie syndicale et pour une politique de classe est toujours aussi nécessaire. La direction de la CGT a troqué sa dépendance à l'égard du PC contre une dépendance à l'égard du gouvernement et donc du PS, mais aussi du patronat, comme l'a prouvé sa complaisance à s'engager

dans les négociations sur la "refondation sociale".

Cette lutte pour l'indépendance des syndicats à l'égard de toutes les forces ouvertement pro-patronales ou se pliant à la politique du patronat et du gouvernement est une lutte politique, et les révolutionnaires, s'ils veulent la mener de façon efficace, doivent se concerter, avoir une politique de fraction. Le contenu de cette politique, c'est l'affirmation des droits des travailleurs et la lutte pour la démocratie ouvrière.

Mener une telle politique, cela nécessite que les révolutionnaires se donnent les moyens d'une totale liberté de parole à l'égard de l'ensemble des travailleurs. Une intervention politique indépendante est nécessaire et ne peut être limitée par aucun calcul d'appareil, ne ménager aucune critique pour sauvegarder des positions syndicales ou simplement par acceptation passive d'une fausse indépendance syndicale. L'indépendance n'est pas la neutralité politique, au contraire.

Saisir toutes les possibilités d'organisation et de défense des droits des travailleurs

Quelles que soient les difficultés qu'ils y rencontrent, les révolutionnaires militent dans les syndicats comme ils s'efforcent d'être présents partout où il leur est possible de défendre leurs idées devant les travailleurs. Ils doivent profiter du cadre qui leur est offert pour organiser les luttes, quelle que soit leur ampleur, car c'est à travers elles que se forge la conscience ouvrière, que se mesurent les forces, que la nécessité de remettre en cause l'ordre social est ressentie par de larges fractions de travailleurs. Cette lutte est vitale pour les révo-

lutionnaires. Ce n'est qu'après de la classe ouvrière "telle qu'elle est", qu'ils peuvent vérifier la justesse de leur politique. C'est en acceptant l'opinion publique ouvrière qu'ils peuvent définir leur politique, trouver les formes par lesquelles l'exprimer pour aider la classe des salariés à assumer ses tâches révolutionnaires.

L'unité entre l'action syndicale et l'action politique s'exprime dans cette volonté de renforcer la conscience des travailleurs, de créer des cadres démocratiques de lutte, de contester la domi-

nation patronale, d'impulser chaque fois que cela est possible des formes d'organisations plus larges et plus démocratiques, préparant les formes d'organisation qui permettront aux travailleurs de prendre le contrôle de la société.

La combativité ouvrière est l'expression d'un affranchissement des pressions matérielles, morales et politiques du patronat. Chaque lutte, quelle que soit son importance, est l'occasion d'élever le niveau de conscience collectif, de l'élargir, c'est-à-dire d'œuvrer à l'organisation croissante du monde du travail.

* * * * *

PREPARER LA CONTRE OFFENSIVE DU MONDE DU TRAVAIL, C'EST FORGER SON UNITE AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE DEFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS

Nous sommes dans une nouvelle période de l'histoire du capitalisme où le monde est dirigé par quelques oligopoles qui, pour grossir leurs profits, sont en train de faire tomber dans la misère les populations du monde entier. Les Etats des pays pauvres comme ceux des pays riches sont à leur service, justifiant la dégradation des conditions de vie et de travail de milliards d'êtres humains par la marche inéluctable de l'économie libérale.

Dans les pays riches, comme en France, la situation est moins dramatique que sur d'autres continents ; mais la population voit cependant s'aggraver sa situation : licenciements, emplois stables remplacés par des petits boulots précaires et mal payés, des millions d'exclus, pas de perspective pour la jeunesse.

En Occident où s'est développé en premier le capitalisme au XIX^{ème} siècle, les travailleurs avaient imposé, par leurs luttes, des organisations syndicales pour, en s'associant, surmonter la concurrence entre eux, résister à la baisse du prix d'achat de leur force de travail que les patrons voulaient leur imposer. Mais depuis des dizaines d'années, les syndicats se sont intégrés au fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Ils ne sont plus les adversaires que les patrons et le pouvoir cherchaient à éliminer par tous les moyens comme des ennemis dangereux de la société capitaliste. Ils sont devenus des avocats des travailleurs, reconnus par l'Etat, dont la fonction principale est celle de négocier avec le gouvernement et les patrons des lois de protection sociale, de représenter les travailleurs devant des tribunaux mixtes syndicats-patrons pour les conflits du travail.

Mais même cela, en cette période de libéralisme effrénée, les dirigeants patronaux n'en veulent plus. Ils ne veulent plus de syndicats qui défendent la protection sociale. Ils veulent des syndicats qui les aident, ainsi que le gouvernement, à faire accepter aux travailleurs la régression de cette protection sociale. Des syndicats qui les aident, pourquoi pas, à diriger l'usine avec eux pour faire le profit maximum, sous le prétexte fallacieux d'offrir aux travailleurs de devenir actionnaires. C'est le sens qu'il faut don-

ner à la loi sur l'épargne salariale qui vient d'être votée, un des phares de la « refondation sociale » concoctée par le baron Seillière.

Plus que jamais, alors que les trusts cherchent à nous mettre en concurrence sur le plan mondial, avec l'idée de rabaisser le salaire des travailleurs des pays riches au niveau de celui des pays pauvres, il faut redonner sa force révolutionnaire à l'idée de l'association la plus large possible des travailleurs dans les luttes contre les attaques féroces des trusts, non seulement au plan d'une usine, d'une région, d'une nation, mais aussi au plan européen voire mondial.

Cela suppose de tirer les leçons du passé. Oui, pour les militants ouvriers, il y a une nouvelle réflexion à avoir sur le rôle des syndicats et les rapports entre ceux-ci et la nécessaire lutte politique.

L'enseignement du passé, c'est qu'il ne peut y avoir d'indépendance syndicale sans une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire un programme qui se propose non l'aménagement mais l'abolition de l'exploitation.

Il n'y a pas un programme pour l'activité syndicale et un programme politique socialiste. C'était l'idée du programme minimum et maximum de la social-démocratie, au début du siècle, dont Trotski disait : « *Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social démocratie n'avait pas besoin de ce pont, car de socialisme elle ne parlait que les jours de fête* ».

Le *Programme de transition*, écrit par Trotsky au moment de la fondation de la IV^{ème} Internationale en 1938, formulait bien un programme pour « *une période pré-révolutionnaire* ». « *Il faut, écrivait Trotsky, aider la masse dans le processus de sa lutte quotidienne, à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme socialiste de la révolution. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir*

par le prolétariat ».

Aujourd'hui, cette démarche reste pleinement d'actualité, mais l'objectif immédiat de la conquête du pouvoir doit être formulé de façon accessible aux plus larges couches de travailleurs en partant de la nécessité du contrôle, des droits démocratiques.

La situation sociale et politique établit un lien immédiatement et quotidiennement perceptible entre les revendications matérielles et la nécessité politique du contrôle. Toutes les questions de condition de travail, de salaires ou autres, même la plus simple revendication, posent la question du contrôle.

La question sociale est la principale question politique, et l'acuité de la lutte de classe menée par la bourgeoisie fait de chaque revendication une revendication transitoire, au sens où l'affirmation des droits sociaux des travailleurs pose en corollaire incontournable la question du contrôle, de la pression politique et sociale sur le patronat et l'Etat.

Les questions sociale et politique sont indissolublement liées, non seulement en fait, mais dans les consciences des salariés comme des exclus.

Notre programme n'est pas le propre du parti, mais un programme aussi bien pour les syndicats que les comités de quartier, les associations de défense du consommateur, du contribuable. Il peut se décliner à différents niveaux posant en permanence la question de la nécessité de la mobilisation et de l'organisation des travailleurs sans laquelle rien n'est possible.

Les militants qui se regroupent au sein d'un parti révolutionnaire sont ceux qui ont conscience que cette mobilisation, cette organisation, conduisent à la « *conquête du pouvoir* », la dictature démocratique des masses contre les multinationales et la bourgeoisie. Dans les luttes, ils défendent les intérêts généraux du mouvement, agissent dans le sens de l'unité et de la démocratie, prêts à aller jusqu'au bout de chaque occasion, de chaque lutte sans pour autant vouloir imposer de quelque façon que ce soit leurs objectifs. Parce que leurs objectifs sont ceux du mouvement lui-même prenant pleinement conscience de ses intérêts.

Dans cette période difficile où l'exploitation augmente, où les syndicats apparaissent de plus en plus clairement non plus comme les défenseurs des travailleurs mais comme au service des gouvernements et même directement des patrons, les révolutionnaires sont au coude à coude avec leurs camarades dans toutes les formes de résistance à la société d'exploitation. Solidaires des explosions de révolte spontanée comme à Givet, cet été, contre les licenciements, solidaires de toutes les luttes pour l'augmentation des salaires, mais aussi de tous les autres mouvements de défense où les salariés se regroupent pour se battre contre la dégradation de leur environnement, de leur alimentation, de leur habitat, des services publics (dont ils pâtissent comme malades, comme parents d'élève).

Ce besoin de plus en plus ressenti par les salariés de se regrouper pour prendre eux-mêmes leurs affaires en main, pour exercer une démocratie à la base, est la force qui permettra à notre classe de retrouver son unité pour mener efficacement le combat contre la loi du fric de la société capitaliste et la dégradation de nos conditions de vie et de travail. Cette démocratie retrouvée peut seule permettre de dépasser les perversions du stalinisme, pour que les travailleurs retrouvent, dans les discussions les plus larges et les plus ouvertes, l'envie de

décider de leurs revendications et de comment les faire aboutir.

Les révolutionnaires, en étant partout partie prenante de ces débats et de ces luttes, devront aider les travailleurs à globaliser les problèmes et, s'appuyant sur l'expérience transmise par les militants des autres générations, montrer qu'une solution partielle ne peut être que soit de courte durée soit impossible. Car le capitalisme libéral triomphant ne se développe et n'accroît la richesse de la classe exploiteuse que par une exploitation accrue des travailleurs.

En se battant contre les licenciements, contre le blocage des salaires, pour une nouvelle répartition des richesses, les travailleurs feront l'expérience que leurs revendications s'en prennent à la racine même de la société d'exploitation, qu'ils ont, eux qui créent toutes les richesses, légitimement le droit de contester la propriété privée des exploitateurs sur les entreprises.

Œuvrer à l'unité la plus profonde de notre classe signifie agir pour qu'en toutes circonstances les divisions syndicales soient surmontées dans les luttes par toutes formes d'organisation qui permettent au maximum de travailleurs de contrôler leurs revendications et la marche de leur mouvement, comité local de grève élu, comité de région, etc..

L'exercice de la démocratie dans les luttes, le syndicat, les associations... est l'apprentissage de la démocratie que les travailleurs devront exercer pour contrôler l'ensemble de la société au service des besoins de tous et non d'une minorité de riches.

Mais cette prise de conscience du rôle historique des travailleurs est un combat. Seuls les révolutionnaires peuvent défendre autour d'eux ces idées, sans craindre de le faire de la manière la plus résolue, car la vraie démocratie c'est justement de permettre l'affrontement démocratique de toutes les idées pour que chacun puisse faire l'expérience de ce qui est le plus efficace dans le combat contre l'exploitation et choisir en conséquence. L'unification de la conscience des travailleurs dans des luttes de plus en plus larges et profondes, au niveau national comme international, dépend de cette clarification indispensable des idées, car cette unité ne peut se faire que sur la base d'une claire conscience de classe. Il ne s'agit pas d'aménager la société d'exploitation, ce qui est une utopie, mais de la renverser.

Comme le proclamait déjà la 1^{ère} Internationale, le programme des travailleurs, c'est :

ABOLITION DU SALARIAT !

* * * * *

Pour vous procurer les numéros précédents de notre Bulletin de tendance :

- 1- Contribution pour un regroupement démocratique révolutionnaire des travailleurs (socialiste et communiste)
- 2- La mondialisation ou le nouvel âge du capitalisme, le libéralisme impérialiste

écrivez-nous à : **Voix des travailleurs** - BP 228 - 33012 Bordeaux Cedex

VOIX DES TRAVAILLEURS - BP 64 - 76132 Mont Saint Aignan - SARL de presse au capital de 20 000F
Commission Paritaire n° 0803 P11 293 RCS Rouen - B 412 133 639 - Durée : 99 ans à partir du 11 juin 1997
Directeur de publication et gérant : Charles Soubeyran - Associés : G.Barthélémy- J.M.Benaben - C.Rousset
Tirage : 2000 exemplaires - Compo. et impression : imprimerie spéciale "Voix des travailleurs"